



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données, 2010

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale
Recueil de données, 2010**

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale
Recueil de données, 2010

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Publication n° 11398F
Catalogue n° A31-1/2010F-PDF
ISBN n° 978-1-100-96420-1
ISSN n° 1482-9770

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION | 1 |
| SOMMAIRE | 3 |
| SECTION A | |
| Revenu agricole | 7 |
| Méthodologie sur le revenu agricole | 17 |
| SECTION B | |
| Situation financière des exploitations agricoles | 19 |
| Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles | 33 |
| SECTION C | |
| Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire | 35 |
| Méthodologie des dépenses publiques | 52 |
| SECTION D | |
| Estimations du soutien à l'agriculture | 57 |
| Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE | 67 |

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

| | |
|--|----|
| Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2000-2009 | 9 |
| Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2004-2009. | 12 |
| Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2007-2009 | 14 |
| Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2007-2009. | 15 |
| Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 2007 | 16 |

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

| | |
|--|----|
| Tableau B.1 : Actif agricole au 31 décembre, Canada et provinces, 2000-2009 | 21 |
| Tableau B.2 : Dette agricole, Canada et provinces, 2000-2009 | 22 |
| Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1995-2009 | 23 |
| Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2004-2005 à 2009-2010 | 24 |
| Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2003-2004 à 2010-2011 | 25 |
| Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2006, 2007 et 2008. | 26 |
| Tableau B.7 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2009 et 2010 | 31 |
| Tableau B.8 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2009 et 2010. | 31 |
| Tableau B.9 : Intrants agricoles, Canada, 2005-2009 | 32 |

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

| | |
|---|----|
| Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2010-2011 | 37 |
| Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 | 39 |
| Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011. | 45 |
| Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011. | 49 |
| Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 | 51 |

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

| | |
|--|----|
| Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2007-2009 | 59 |
| Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 | 60 |
| Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 | 61 |
| Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2007 à 2009. | 63 |
| Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 | 63 |
| Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 | 64 |
| Tableau D.7 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 | 65 |
| Tableau D.8 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 | 66 |
| Tableau D.9 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 | 66 |

LISTE DES FIGURES

SECTION A : Revenu agricole

| | |
|--|----|
| Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 2000-2009. | 11 |
| Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 2000-2009. | 11 |

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

| | |
|--|----|
| Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de classe d'actif, Canada, au 31 décembre, 2005-2009 | 21 |
| Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2005-2009 | 22 |
| Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2009 | 23 |
| Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2010 | 24 |
| Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, année fiscale 2009 | 25 |
| Graphique B.6 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2001-2010 | 30 |

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

| | |
|---|----|
| Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2010-2011. | 37 |
| Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale | 38 |
| Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, 2009-2010 et 2010-2011 | 50 |

ABRÉVIATIONS

| | | | |
|-------------|--|----------------|---|
| CCB | Commission canadienne du blé | LPAACFC | Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative |
| CNS | Coefficient nominal de soutien | | |
| CSRN | Compte de stabilisation du revenu net | LPCA | Loi sur les programmes de commercialisation agricole |
| ESC | Estimation du soutien aux consommateurs | PCSRA | Programme canadien de stabilisation du revenu agricole |
| ESP | Estimation du soutien aux producteurs | PDF | Programme de données fiscales |
| ESSG | Estimation du soutien aux services d'intérêt général | PIB | Produit intérieur brut |
| EST | Estimation du soutien total | SEE | Société pour l'expansion des exportations |
| FAC | Financement agricole Canada | | |
| LCPA | Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles | | |

SIGNES CONVENTIONNELS

| | |
|------|----------------------------------|
| n.c. | non calculé |
| .. | indisponible |
| F | trop peu fiable pour être publié |
| x | confidentiel |

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section. La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

PERSONNES-RESSOURCES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole au niveau agrégé

Robert Koroluk

Tél. : 613-773-2428

Internet : robert.koroluk@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole au niveau de la ferme

Lorraine Hope

Tél. : 613-773-2414

Internet : lorraine.hope@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

La dette agricole, les faillites agricoles, les prêts de Financement agricole Canada (FAC), la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA) et l'actif, le passif, l'avoir net et les nouveaux investissements

Lorraine Hope

Tél. : 613-773-2414

Internet : lorraine.hope@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire du FAC et le taux d'intérêt préférentiel, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang Zhang

Tél. : 613-773-2426

Internet : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay

Tél. : 613-773-2441

Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay

Tél. : 613-773-2441

Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SOMMAIRE

REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE - RECUEIL DE DONNÉES

Le recueil de données Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale est essentiellement un recueil de données chronologiques provenant de plusieurs sources. Ces renseignements sont compilés pour donner une vue d'ensemble de la situation dans le secteur de l'agriculture primaire et des dépenses que font les gouvernements pour rendre ce secteur plus fort et plus compétitif. Le recueil de données est une ressource unique et pratique pour les utilisateurs des principaux indicateurs économiques et financiers du secteur de l'agriculture primaire. Ce recueil présente également des renseignements précieux sur l'aide publique au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, qu'il est difficile d'obtenir autrement.

Les renseignements disponibles dans le recueil de données sont préparés en consultation avec les ministères provinciaux responsables de l'agriculture. D'autres membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada fournissent également des renseignements, ainsi que d'autres ministères fédéraux.

Le recueil de données est divisé en quatre sections. La Section A présente les renseignements relatifs au revenu agricole, la Section B, des renseignements sur la situation financière des fermes. Dans la Section C, on trouvera des données sur les dépenses gouvernementales pour le secteur agroalimentaire et dans la Section D, des estimations du soutien donné à l'agriculture. Des notes intégrées à la fin de chaque section fournissent des renseignements sur la méthodologie. Pour chaque question, on présente les renseignements les plus récents sur les principaux indicateurs économiques et financiers.

POINTS SAILLANTS

Section A - Revenu agricole

- En 2009, les recettes totales du marché de la culture et du bétail se sont élevées à 41,3 milliards de dollars, le deuxième niveau en importance au cours de la décennie 2000-2009. Les recettes totales du marché ont atteint un

niveau record un an plus tôt, en 2008, avec le chiffre de 41,8 milliards de dollars.

L'augmentation enregistrée dans les recettes du marché en 2009 est attribuable aux recettes des cultures, qui ont atteint le chiffre record de 23,3 milliards de dollars. Les recettes du bétail ont enregistré une diminution de 4,7 % par rapport à 2008, puisqu'elles sont passées de 18,8 milliards de dollars à 18 milliards de dollars. C'est en 2001 que les recettes du bétail ont atteint leur niveau le plus important au cours de la période 2000-2009, avec des recettes de 19 milliards de dollars.

- En 2009, le revenu net comptant de 8,7 milliards de dollars était également au deuxième rang des revenus les plus élevés entre 2000 et 2009, à peine inférieur au chiffre record de 8,8 milliards de dollars enregistré en 2008. En comparaison, le niveau de revenu net comptant le moins élevé pendant la même période était de 5 milliards de dollars en 2003, c'est-à-dire l'année où il y a eu une éclosion d'ESB parmi les cheptels de bovins canadiens.
- Les paiements de programmes ont chuté entre 2008 et 2009, pour passer de 4,2 milliards de dollars à 3,3 milliards de dollars. En 2008 et 2009, les ventes importantes du marché ont permis d'enregistrer des revenus records, les paiements de programmes sont donc devenus moins nécessaires, notamment pour les producteurs de grains et d'oléagineux.
- Les chiffres préliminaires de 2009 montrent qu'en moyenne, les fermes les plus importantes sont à Terre-Neuve-et-Labrador. Ces dernières ont déclaré des revenus d'exploitation moyens de 675 800 \$ en 2009. Les plus petites fermes sont en Saskatchewan, où les fermes moyennes ont déclaré en 2009 un total de revenu d'exploitation de 233 885 \$. À l'échelle nationale, en 2009, les fermes moyennes ont déclaré des revenus d'exploitation moyens de 304 679 \$ et 256 954 \$ en dépenses d'exploitation, ce qui représente un revenu moyen d'exploitation net de 47 725 \$.
- Le produit d'exploitation net varie considérablement selon le type d'exploitation agricole. En 2009, les exploitations de pommes

de terre ont enregistré en moyenne les produits d'exploitation nets les plus élevés (214 693 \$). Ce chiffre était de 63 776 \$ dans le domaine des grains et des oléagineux, de 25 519 \$ dans le domaine des fruits et de 11 740 \$ dans le secteur bovin. Les élevages porcins ont enregistré en moyenne un produit d'exploitation net de 36 876 \$, soit une hausse importante (29 %) par rapport à l'année précédente.

- En 2007, une famille agricole moyenne gagnait 93 700 \$, toutes sources de revenus confondues, agricoles et non agricoles.

Section B - Situation financière des fermes

- Les fermiers contractent des dettes pour assumer des obligations financières à court terme et pour investir dans leur exploitation et saisir de nouvelles possibilités de commercialisation. La période de 10 ans allant de 2000 à 2009 a enregistré une augmentation annuelle de l'endettement agricole à l'échelle nationale. En 2009, le total de la dette agricole au Canada s'élevait à 63 milliards de dollars.
- Seulement 121 fermes ont déclaré faillite en 2009. Le Québec (33 faillites) et l'Ontario (33 faillites) sont les provinces ayant enregistré le nombre le plus élevé de faillites. Le nombre de faillites agricoles a suivi une courbe descendante entre 1995 et 2009, avec une chute marquée en 2007 et dans les années qui ont suivi.
- Financement agricole Canada a approuvé 41 418 nouveaux prêts en 2009. Le montant moyen des prêts approuvés par Financement agricole Canada a augmenté de façon constante pour atteindre 159 000 \$ en 2009. En 2009, quatre prêts sur cinq accordés en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) ont été accordés en Saskatchewan.
- Dans l'ensemble, les agriculteurs ont affiché un bilan sain en 2008. En moyenne, les exploitations agricoles canadiennes ont déclaré 1,6 million de dollars d'actifs et 0,3 million de dollars de dettes, pour un avoir net de 1,3 million de dollars. On observe des variations considérables selon le type d'exploitation : l'avoir net est en moyenne de 3,8 millions pour les élevages avicoles, de 3,5 millions pour les exploitations de pommes de terre, de 3,4 millions pour les fermes laitières, de 1,3 million pour les exploitations céréalières, de 1,1 million pour les

élevages de porcs et de 900 000 dollars pour les élevages de bovins. C'est en Colombie-Britannique que les exploitations déclarent les actifs les plus importants, soit 2,5 millions de dollars, et l'actif net le plus élevé, soit 2,1 millions de dollars.

- Pour la première fois depuis 1986, le total des dépenses agricoles a chuté en 2009; il est passé à 41,3 milliards de dollars. Le secteur agricole a laissé derrière une période où les prix du carburant, de l'engrais et des aliments du bétail étaient élevés (en 2008). Cette diminution par rapport à 2008 est attribuable aux coûts d'exploitation de la machinerie, notamment au prix du carburant, des aliments commerciaux et aux taux d'intérêt.
- Pendant l'été 2010, l'urée coûtait en moyenne 419 \$ la tonne au Manitoba et 499 \$ la tonne en Ontario. Au Manitoba, l'urée coûtait moins cher que dans les États avoisinants du Minnesota et du Dakota du Nord, où les fermiers l'achetaient à 451 \$ la tonne. Les fermiers ontariens ont payé à peu près le même prix que leurs voisins du Michigan, de l'Indiana et de l'Ohio. Par contre, les fermiers du Manitoba et de l'Ontario ont payé le diesel et l'essence plus chers que leurs voisins américains.

Section C - Dépenses gouvernementales pour soutenir le secteur de l'agroalimentaire

- Le total des dépenses gouvernementales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire est demeuré pratiquement inchangé à 7,29 milliards de dollars en 2009-2010. Au cours de cette période, on estime que les dépenses fédérales ont augmenté de 11 % pour atteindre 4,19 milliards de dollars tandis qu'on estime que les dépenses provinciales ont chuté de 11 %, pour se situer à 3,10 milliards de dollars.
- On prévoit que les dépenses fédérales devraient continuer à augmenter en 2010-2011 pour atteindre 4,23 milliards de dollars, alors que les dépenses provinciales diminueront légèrement à 3,04 milliards de dollars.
- En 2009-2010, les paiements de programmes fédéraux aux producteurs devraient légèrement augmenter par rapport à 2008-2009, et atteindre 1,42 milliard de dollars. Ces paiements devraient continuer à augmenter en 2010-2011 pour atteindre 1,62 milliard de dollars. Pendant la même période, les paiements de programmes provinciaux devraient diminuer sensiblement

pour passer de 2 milliards de dollars en 2008-2009 à 1,53 milliard de dollars en 2009-2010, puis à 1,50 milliard de dollars en 2010-2011.

- En 2009-2010, les paiements de programmes, la recherche et l'inspection représentent 58 % et 56 % respectivement des dépenses fédérales et provinciales. Cependant, la part des dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection représente 26 % au niveau fédéral, comparé à 11 % au niveau provincial.

Section D - Estimation du soutien au secteur agricole

- Exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada a augmenté pour passer de 13 % en 2008 à 20 % en 2009. Ceci s'explique par une augmentation marquée du soutien à la valeur marchande du lait, le prix de cette denrée ayant diminué sur la scène internationale et les transferts budgétaires en vertu des programmes Agri-investissement et Agri-stabilité ayant été plus importants.
- En 2009, le transfert de denrées représente à lui seul 71 % de l'ESP, ce qui est élevé par rapport à l'UE (30 %) et aux É.-U. (25 %). Ce résultat enregistré par le Canada peut s'expliquer par les hauts niveaux de soutien à la valeur marchande du lait.
- En 2009, le niveau de soutien a également augmenté dans l'UE et aux É.-U., mais pas autant qu'au Canada. De 2008 à 2009, l'ESP a augmenté de 8 à 10 % aux É.-U. et de 22 à 24 % dans l'UE.



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2000-2009

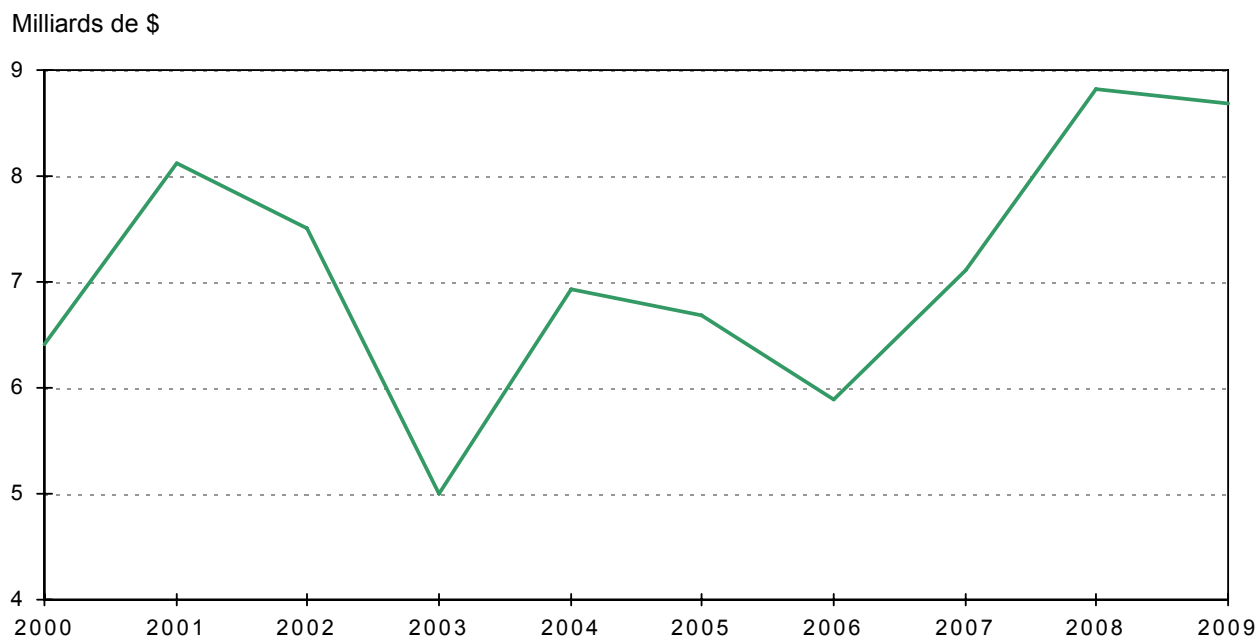
| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|------------------------------------|--------------------|----------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|
| | - millions de \$ - | | | | | | | | | | |
| Recettes des cultures | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 14 | 186 | 138 | 167 | 1 234 | 3 277 | 1 319 | 3 386 | 2 364 | 886 | 12 970 |
| 2001 | 15 | 151 | 122 | 192 | 1 250 | 3 178 | 1 517 | 3 807 | 2 304 | 970 | 13 505 |
| 2002 | 16 | 221 | 130 | 219 | 1 394 | 3 532 | 1 908 | 3 760 | 2 215 | 1 017 | 14 412 |
| 2003 | 16 | 219 | 147 | 195 | 1 412 | 3 663 | 1 703 | 2 816 | 2 027 | 1 114 | 13 312 |
| 2004 | 16 | 186 | 141 | 178 | 1 449 | 3 558 | 1 812 | 3 255 | 2 656 | 1 169 | 14 420 |
| 2005 | 14 | 195 | 140 | 189 | 1 467 | 3 677 | 1 296 | 3 071 | 2 403 | 1 074 | 13 526 |
| 2006 | 17 | 235 | 155 | 221 | 1 559 | 3 933 | 1 275 | 3 663 | 2 620 | 1 107 | 14 784 |
| 2007 | 19 | 234 | 127 | 205 | 1 664 | 4 285 | 2 197 | 5 203 | 3 459 | 1 126 | 18 520 |
| 2008 | 16 | 240 | 131 | 217 | 2 107 | 4 660 | 2 763 | 6 990 | 4 726 | 1 108 | 22 959 |
| 2009 | 19 | 252 | 130 | 244 | 2 075 | 4 806 | 2 891 | 7 289 | 4 467 | 1 168 | 23 340 |
| Recettes du bétail | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 59 | 120 | 263 | 196 | 3 636 | 4 094 | 1 550 | 1 571 | 4 512 | 1 100 | 17 101 |
| 2001 | 63 | 126 | 282 | 218 | 3 863 | 4 520 | 1 800 | 1 685 | 5 245 | 1 171 | 18 973 |
| 2002 | 63 | 124 | 265 | 202 | 3 626 | 4 280 | 1 693 | 1 689 | 5 062 | 1 126 | 18 130 |
| 2003 | 64 | 114 | 259 | 204 | 3 643 | 4 159 | 1 522 | 1 339 | 3 707 | 1 074 | 16 085 |
| 2004 | 70 | 123 | 290 | 208 | 4 018 | 4 365 | 1 615 | 1 447 | 3 914 | 1 004 | 17 056 |
| 2005 | 74 | 129 | 300 | 209 | 4 009 | 4 497 | 1 818 | 1 780 | 4 346 | 1 192 | 18 354 |
| 2006 | 79 | 121 | 303 | 204 | 3 868 | 4 352 | 1 786 | 1 724 | 4 181 | 1 134 | 17 753 |
| 2007 | 87 | 127 | 311 | 220 | 4 092 | 4 538 | 1 734 | 1 694 | 4 293 | 1 171 | 18 267 |
| 2008 | 93 | 120 | 333 | 224 | 4 310 | 4 794 | 1 687 | 1 729 | 4 259 | 1 297 | 18 846 |
| 2009 | 93 | 118 | 308 | 223 | 4 232 | 4 570 | 1 616 | 1 447 | 4 097 | 1 249 | 17 952 |
| Recettes totales du marché | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 73 | 306 | 401 | 363 | 4 870 | 7 371 | 2 869 | 4 957 | 6 876 | 1 986 | 30 071 |
| 2001 | 77 | 278 | 403 | 410 | 5 113 | 7 698 | 3 316 | 5 491 | 7 549 | 2 141 | 32 477 |
| 2002 | 78 | 345 | 396 | 421 | 5 021 | 7 812 | 3 601 | 5 449 | 7 277 | 2 143 | 32 542 |
| 2003 | 81 | 333 | 405 | 400 | 5 054 | 7 822 | 3 224 | 4 155 | 5 734 | 2 189 | 29 397 |
| 2004 | 86 | 309 | 432 | 385 | 5 468 | 7 923 | 3 427 | 4 702 | 6 571 | 2 172 | 31 476 |
| 2005 | 88 | 324 | 440 | 398 | 5 476 | 8 174 | 3 113 | 4 851 | 6 749 | 2 266 | 31 879 |
| 2006 | 95 | 356 | 458 | 425 | 5 428 | 8 285 | 3 062 | 5 386 | 6 801 | 2 241 | 32 537 |
| 2007 | 106 | 361 | 439 | 425 | 5 755 | 8 823 | 3 931 | 6 897 | 7 752 | 2 297 | 36 786 |
| 2008 | 108 | 360 | 464 | 441 | 6 417 | 9 454 | 4 450 | 8 719 | 8 985 | 2 405 | 41 805 |
| 2009 | 111 | 371 | 439 | 466 | 6 307 | 9 376 | 4 506 | 8 736 | 8 564 | 2 417 | 41 292 |
| Paiements des programmes | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 0 | 17 | 12 | 6 | 541 | 422 | 287 | 777 | 708 | 39 | 2 809 |
| 2001 | 1 | 59 | 18 | 6 | 624 | 777 | 382 | 1 020 | 819 | 60 | 3 766 |
| 2002 | 1 | 24 | 11 | 8 | 468 | 623 | 219 | 1 004 | 1 039 | 31 | 3 429 |
| 2003 | 1 | 23 | 16 | 12 | 875 | 585 | 308 | 1 600 | 1 368 | 59 | 4 848 |
| 2004 | 1 | 40 | 25 | 36 | 835 | 674 | 430 | 1 190 | 1 443 | 188 | 4 862 |
| 2005 | 1 | 46 | 27 | 40 | 749 | 800 | 699 | 1 323 | 1 117 | 120 | 4 923 |
| 2006 | 1 | 21 | 15 | 34 | 858 | 662 | 626 | 1 267 | 945 | 105 | 4 534 |
| 2007 | 1 | 21 | 18 | 31 | 1 134 | 597 | 413 | 871 | 907 | 101 | 4 093 |
| 2008 | 1 | 33 | 14 | 31 | 1 092 | 649 | 350 | 680 | 1 174 | 109 | 4 134 |
| 2009 | 0 | 36 | 16 | 30 | 1 060 | 367 | 376 | 463 | 830 | 102 | 3 280 |
| Recettes monétaires totales | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 74 | 323 | 413 | 369 | 5 411 | 7 793 | 3 156 | 5 734 | 7 583 | 2 024 | 32 879 |
| 2001 | 78 | 336 | 421 | 417 | 5 737 | 8 476 | 3 698 | 6 511 | 8 368 | 2 201 | 36 243 |
| 2002 | 80 | 369 | 407 | 429 | 5 489 | 8 435 | 3 820 | 6 453 | 8 316 | 2 174 | 35 971 |
| 2003 | 81 | 355 | 422 | 412 | 5 929 | 8 408 | 3 532 | 5 755 | 7 102 | 2 248 | 34 245 |
| 2004 | 88 | 350 | 457 | 422 | 6 302 | 8 597 | 3 858 | 5 892 | 8 013 | 2 360 | 36 338 |
| 2005 | 89 | 370 | 467 | 438 | 6 225 | 8 974 | 3 812 | 6 175 | 7 866 | 2 386 | 36 803 |
| 2006 | 96 | 377 | 472 | 459 | 6 285 | 8 947 | 3 688 | 6 653 | 7 746 | 2 346 | 37 071 |
| 2007 | 107 | 382 | 456 | 456 | 6 890 | 9 420 | 4 344 | 7 768 | 8 659 | 2 397 | 40 879 |
| 2008 | 110 | 393 | 478 | 472 | 7 509 | 10 103 | 4 800 | 9 400 | 10 159 | 2 514 | 45 938 |
| 2009 | 112 | 407 | 455 | 497 | 7 367 | 9 743 | 4 882 | 9 199 | 9 393 | 2 519 | 44 572 |

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2010.

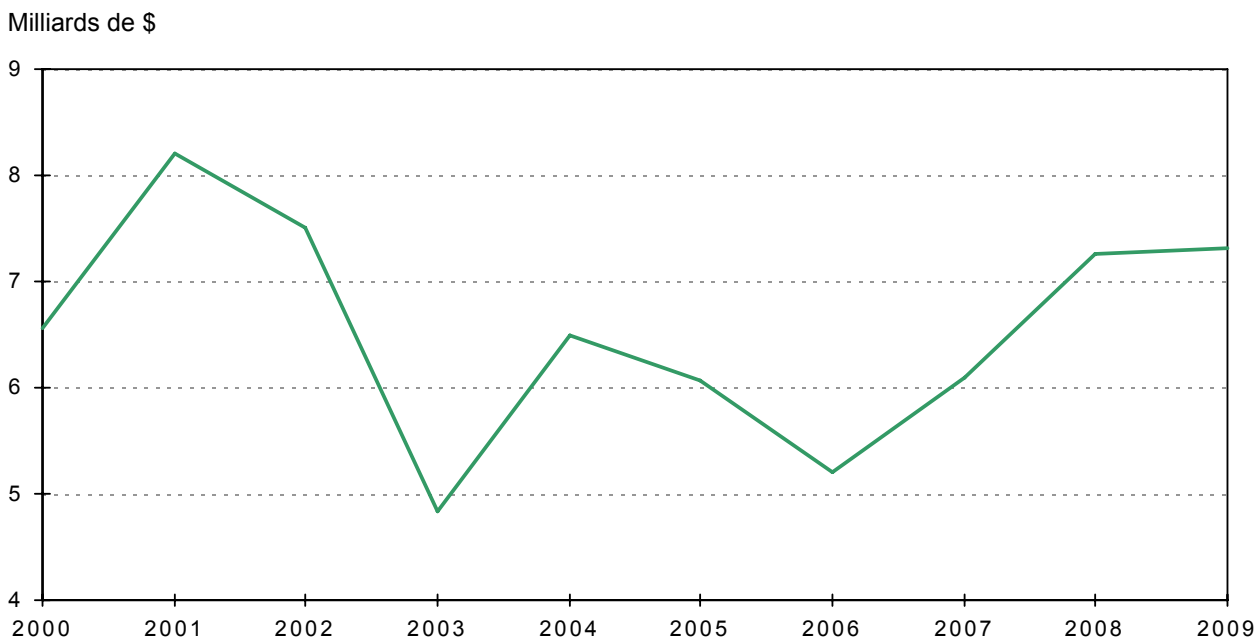
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2000-2009 (suite)

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|--------------------------------|----------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| - millions de \$ - | | | | | | | | | | | |
| Dépenses d'expl. nettes | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 65 | 272 | 326 | 310 | 4 160 | 6 406 | 2 538 | 4 551 | 6 148 | 1 689 | 26 465 |
| 2001 | 70 | 276 | 343 | 329 | 4 399 | 6 942 | 2 771 | 4 764 | 6 459 | 1 772 | 28 124 |
| 2002 | 72 | 290 | 353 | 337 | 4 475 | 7 099 | 2 895 | 4 747 | 6 321 | 1 873 | 28 463 |
| 2003 | 75 | 298 | 366 | 349 | 4 777 | 7 169 | 3 040 | 4 929 | 6 324 | 1 917 | 29 243 |
| 2004 | 78 | 305 | 365 | 351 | 4 925 | 7 224 | 3 099 | 4 888 | 6 235 | 1 937 | 29 407 |
| 2005 | 79 | 310 | 367 | 360 | 4 877 | 7 375 | 3 012 | 5 141 | 6 562 | 2 033 | 30 116 |
| 2006 | 86 | 323 | 382 | 375 | 5 078 | 7 590 | 3 212 | 5 275 | 6 781 | 2 082 | 31 184 |
| 2007 | 96 | 338 | 400 | 389 | 5 555 | 8 059 | 3 536 | 5 865 | 7 320 | 2 215 | 33 773 |
| 2008 | 103 | 361 | 430 | 409 | 5 899 | 8 610 | 3 963 | 6 766 | 8 164 | 2 416 | 37 121 |
| 2009 | 104 | 371 | 413 | 408 | 5 768 | 8 507 | 3 809 | 6 464 | 7 768 | 2 275 | 35 887 |
| Revenu net comptant | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 9 | 51 | 87 | 59 | 1 251 | 1 387 | 618 | 1 182 | 1 435 | 335 | 6 414 |
| 2001 | 8 | 61 | 78 | 88 | 1 338 | 1 534 | 928 | 1 747 | 1 910 | 428 | 8 119 |
| 2002 | 8 | 79 | 54 | 92 | 1 013 | 1 336 | 925 | 1 705 | 1 995 | 301 | 7 508 |
| 2003 | 6 | 58 | 56 | 63 | 1 153 | 1 239 | 492 | 826 | 778 | 331 | 5 002 |
| 2004 | 9 | 45 | 92 | 70 | 1 378 | 1 373 | 758 | 1 004 | 1 778 | 423 | 6 931 |
| 2005 | 10 | 60 | 100 | 77 | 1 348 | 1 599 | 800 | 1 033 | 1 304 | 353 | 6 686 |
| 2006 | 10 | 54 | 90 | 84 | 1 207 | 1 357 | 476 | 1 378 | 965 | 264 | 5 886 |
| 2007 | 11 | 44 | 56 | 67 | 1 335 | 1 361 | 808 | 1 902 | 1 339 | 182 | 7 106 |
| 2008 | 7 | 32 | 47 | 63 | 1 610 | 1 493 | 838 | 2 634 | 1 995 | 99 | 8 817 |
| 2009 | 7 | 36 | 41 | 89 | 1 600 | 1 235 | 1 073 | 2 735 | 1 625 | 244 | 8 686 |
| Revenu net réalisé | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 4 | 12 | 42 | 17 | 733 | 397 | 222 | 239 | 359 | 117 | 2 141 |
| 2001 | 2 | 21 | 30 | 43 | 795 | 528 | 516 | 774 | 797 | 210 | 3 717 |
| 2002 | 2 | 41 | 6 | 47 | 464 | 279 | 514 | 767 | 892 | 59 | 3 071 |
| 2003 | 0 | 20 | 7 | 17 | 562 | 189 | 52 | -124 | -358 | 81 | 446 |
| 2004 | 3 | 6 | 42 | 23 | 795 | 328 | 317 | 41 | 649 | 163 | 2 366 |
| 2005 | 3 | 20 | 48 | 27 | 714 | 503 | 344 | 70 | 133 | 81 | 1 943 |
| 2006 | 3 | 13 | 38 | 33 | 580 | 241 | 13 | 418 | -224 | -30 | 1 084 |
| 2007 | 3 | 5 | 3 | 15 | 682 | 216 | 342 | 904 | 97 | -129 | 2 137 |
| 2008 | -1 | -8 | -8 | 11 | 931 | 312 | 346 | 1 607 | 701 | -217 | 3 673 |
| 2009 | -1 | -5 | -18 | 35 | 874 | 13 | 553 | 1 628 | 264 | -83 | 3 262 |
| Revenu net total | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 4 | 29 | 40 | 27 | 665 | 215 | 390 | 558 | 389 | 118 | 2 436 |
| 2001 | 3 | -46 | 29 | 39 | 883 | 408 | 446 | 143 | 538 | 230 | 2 674 |
| 2002 | 3 | 120 | 7 | 65 | 484 | 440 | 504 | -11 | -174 | 76 | 1 512 |
| 2003 | 1 | 16 | 6 | 12 | 676 | 212 | 452 | 691 | 583 | 125 | 2 775 |
| 2004 | 4 | 11 | 39 | 14 | 913 | 643 | 248 | 863 | 1 156 | 136 | 4 026 |
| 2005 | 4 | 0 | 46 | 37 | 663 | 492 | 110 | 752 | 444 | 36 | 2 584 |
| 2006 | 4 | 40 | 36 | 56 | 480 | 92 | 307 | -148 | -518 | -66 | 284 |
| 2007 | 3 | -21 | 4 | 1 | 764 | -26 | 252 | 530 | -183 | -141 | 1 184 |
| 2008 | -2 | -34 | -9 | -10 | 773 | 335 | 835 | 3 774 | 1 447 | -254 | 6 856 |
| 2009 | -2 | -5 | -32 | 42 | 794 | -34 | 596 | 2 105 | -439 | -113 | 2 911 |

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2010.

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 2000-2009

Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-010-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2010.

Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 2000-2009

Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2004-2009

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|-----------------------------------|--------------------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| | - millions de \$ - | | | | | | | | | | |
| 2004 | | | | | | | | | | | |
| Assurance production ¹ | 0 | 3 | 0 | 3 | 63 | 82 | 84 | 280 | 230 | 10 | 756 |
| PCSRA | 0 | 11 | 6 | 14 | 7 | 108 | 79 | 222 | 305 | 25 | 777 |
| CSRN | 0 | 11 | 8 | 11 | 16 | 223 | 125 | 298 | 220 | 22 | 934 |
| Aide-désastre au revenu | 0 | 3 | 2 | 1 | 1 | 16 | 14 | 94 | 99 | 8 | 237 |
| Stabilisation provinciale | 0 | 0 | 0 | 0 | 626 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 626 |
| Autres paiements ² | 1 | 12 | 9 | 7 | 122 | 246 | 129 | 297 | 588 | 122 | 1 532 |
| Paiements totaux | 1 | 40 | 25 | 36 | 835 | 674 | 430 | 1 190 | 1 443 | 188 | 4 862 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 88 | 5 | 1 | 0 | 19 | 0 | 113 |
| Total | 1 | 40 | 26 | 36 | 923 | 680 | 431 | 1 190 | 1 461 | 188 | 4 976 |
| Primes des producteurs | 0 | 3 | 0 | 0 | 196 | 54 | 81 | 207 | 156 | 3 | 700 |
| 2005 | | | | | | | | | | | |
| Assurance production ¹ | 0 | 6 | 1 | 5 | 59 | 50 | 299 | 277 | 115 | 8 | 820 |
| PCSRA | 1 | 27 | 7 | 23 | 253 | 212 | 187 | 505 | 450 | 50 | 1 715 |
| CSRN | 0 | 4 | 4 | 5 | 8 | 92 | 65 | 157 | 94 | 12 | 442 |
| Aide-désastre au revenu | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 62 | 0 | 0 | 0 | 0 | 62 |
| Stabilisation provinciale | 0 | 0 | 0 | 0 | 391 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 391 |
| Autres paiements ² | 0 | 8 | 15 | 7 | 38 | 384 | 149 | 384 | 458 | 50 | 1 493 |
| Paiements totaux | 1 | 46 | 27 | 40 | 749 | 800 | 699 | 1 323 | 1 117 | 120 | 4 923 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 96 | 5 | 18 | 0 | 17 | 0 | 137 |
| Total | 1 | 46 | 28 | 40 | 845 | 806 | 717 | 1 323 | 1 134 | 120 | 5 061 |
| Primes des producteurs | 0 | 3 | 0 | 2 | 123 | 44 | 59 | 216 | 159 | 3 | 610 |
| 2006 | | | | | | | | | | | |
| Assurance production ¹ | 0 | 6 | 2 | 6 | 56 | 41 | 146 | 143 | 189 | 14 | 600 |
| PCSRA | 1 | 10 | 9 | 22 | 181 | 249 | 258 | 446 | 360 | 71 | 1 606 |
| CSRN | 0 | 3 | 3 | 4 | 7 | 72 | 47 | 109 | 63 | 9 | 317 |
| Aide-désastre au revenu | 0 | 2 | 1 | 1 | 42 | 264 | 148 | 402 | 288 | 6 | 1 154 |
| Stabilisation provinciale | 0 | 0 | 0 | 0 | 497 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 497 |
| Autres paiements ² | 0 | 0 | 0 | 0 | 76 | 36 | 27 | 168 | 46 | 5 | 359 |
| Paiements totaux | 1 | 21 | 15 | 34 | 858 | 662 | 626 | 1 267 | 945 | 105 | 4 534 |
| Rabais sur intrants | 0 | 1 | 1 | 0 | 102 | 5 | 25 | 0 | 17 | 0 | 150 |
| Total | 1 | 22 | 15 | 34 | 960 | 667 | 651 | 1 267 | 962 | 105 | 4 683 |
| Primes des producteurs | 0 | 4 | 0 | 2 | 161 | 42 | 69 | 200 | 158 | 4 | 640 |

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2010.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2004-2009 (suite)

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|-----------------------------------|--------------------|-----------|-----------|-----------|--------------|------------|------------|------------|--------------|------------|--------------|
| | - millions de \$ - | | | | | | | | | | |
| 2007 | | | | | | | | | | | |
| Assurance production ¹ | 0 | 6 | 2 | 7 | 62 | 81 | 67 | 120 | 209 | 17 | 571 |
| PCSRA | 0 | 7 | 5 | 14 | 176 | 201 | 139 | 214 | 310 | 44 | 1 111 |
| Agri-stabilité | 0 | 0 | 1 | 2 | 8 | 0 | 29 | 3 | 0 | 1 | 43 |
| CSRN | 0 | 3 | 2 | 3 | 6 | 63 | 37 | 95 | 57 | 6 | 272 |
| Stabilisation provinciale | 0 | 0 | 0 | 0 | 838 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 838 |
| Autres paiements ² | 0 | 5 | 8 | 4 | 45 | 252 | 141 | 438 | 331 | 33 | 1 258 |
| Paiements totaux | 1 | 21 | 18 | 31 | 1 134 | 597 | 413 | 871 | 907 | 101 | 4 093 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 5 | 27 | 0 | 14 | 0 | 50 |
| Total | 1 | 22 | 18 | 31 | 1 138 | 602 | 440 | 871 | 921 | 101 | 4 143 |
| Primes des producteurs | 0 | 3 | 1 | 3 | 270 | 53 | 88 | 247 | 175 | 4 | 843 |
| 2008 | | | | | | | | | | | |
| Assurance production ¹ | 0 | 9 | 1 | 10 | 43 | 68 | 78 | 94 | 262 | 32 | 599 |
| PCSRA | 1 | 8 | 2 | 7 | 132 | 100 | 75 | 123 | 605 | 36 | 1 089 |
| Agri-stabilité | 0 | 4 | 3 | 7 | 200 | 167 | 89 | 45 | 63 | 13 | 592 |
| Agri-investissement | 0 | 4 | 2 | 3 | 46 | 71 | 40 | 63 | 61 | 14 | 306 |
| CSRN | 0 | 3 | 2 | 3 | 5 | 54 | 33 | 85 | 49 | 6 | 240 |
| Stabilisation provinciale | 0 | 0 | 0 | 0 | 644 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 644 |
| Autres paiements ² | 0 | 4 | 3 | 1 | 22 | 187 | 35 | 270 | 134 | 8 | 663 |
| Paiements totaux | 1 | 33 | 14 | 31 | 1 092 | 648 | 350 | 680 | 1 174 | 109 | 4 132 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 | 5 | 29 | 0 | 12 | 0 | 51 |
| Total | 1 | 33 | 15 | 31 | 1 096 | 653 | 380 | 680 | 1 185 | 109 | 4 183 |
| Primes des producteurs | 0 | 4 | 1 | 3 | 181 | 56 | 116 | 349 | 251 | 6 | 966 |
| 2009 | | | | | | | | | | | |
| Assurance production ¹ | 0 | 24 | 2 | 12 | 116 | 53 | 128 | 100 | 358 | 17 | 811 |
| PCSRA | 0 | 0 | 1 | 1 | 23 | 9 | 8 | 9 | 122 | 13 | 186 |
| Agri-stabilité | 0 | 6 | 8 | 13 | 190 | 182 | 134 | 66 | 141 | 50 | 790 |
| Agri-investissement | 0 | 4 | 2 | 3 | 35 | 63 | 50 | 112 | 78 | 11 | 358 |
| CSRN | 0 | 2 | 2 | 2 | 4 | 46 | 28 | 72 | 40 | 5 | 202 |
| Stabilisation provinciale | 0 | 0 | 0 | 0 | 689 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 689 |
| Autres paiements ² | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 15 | 27 | 105 | 90 | 5 | 246 |
| Paiements totaux | 0 | 36 | 16 | 30 | 1 060 | 367 | 376 | 463 | 830 | 102 | 3 280 |
| Rabais sur intrants | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 5 | 35 | 0 | 7 | 0 | 50 |
| Total | 0 | 36 | 17 | 30 | 1 062 | 372 | 410 | 463 | 837 | 102 | 3 330 |
| Primes des producteurs | 0 | 5 | 1 | 3 | 293 | 52 | 113 | 338 | 253 | 6 | 1 065 |

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2010.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2007-2009

| Province | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire | 09/08 |
|--------------------------------|-----------------------|---------|----------------------|-------|
| | - Dollars par ferme - | | | % |
| Terre-Neuve-et-Labrador | | | | |
| Revenus d'exploitation | 515 233 | 573 193 | 675 800 | 48 |
| Dépenses d'exploitation | 475 500 | 511 926 | 598 679 | 17 |
| Bénéfice net d'exploitation | 39 733 | 61 266 | 77 121 | 26 |
| Île-du-Prince-Édouard | | | | |
| Revenus d'exploitation | 353 551 | 397 049 | 450 147 | 38 |
| Dépenses d'exploitation | 316 059 | 347 542 | 395 458 | 14 |
| Bénéfice net d'exploitation | 37 491 | 49 507 | 54 689 | 10 |
| Nouvelle-Écosse | | | | |
| Revenus d'exploitation | 277 381 | 286 986 | 350 446 | 52 |
| Dépenses d'exploitation | 233 543 | 252 694 | 309 140 | 22 |
| Bénéfice net d'exploitation | 43 838 | 34 291 | 41 305 | 20 |
| Nouveau-Brunswick | | | | |
| Revenus d'exploitation | 329 376 | 367 275 | 448 133 | 41 |
| Dépenses d'exploitation | 284 498 | 318 609 | 385 593 | 21 |
| Bénéfice net d'exploitation | 44 877 | 48 666 | 62 540 | 29 |
| Québec | | | | |
| Revenus d'exploitation | 334 382 | 369 676 | 353 947 | -10 |
| Dépenses d'exploitation | 284 238 | 314 702 | 299 546 | -5 |
| Bénéfice net d'exploitation | 50 144 | 54 974 | 54 402 | -1 |
| Ontario | | | | |
| Revenus d'exploitation | 263 373 | 284 937 | 293 845 | -33 |
| Dépenses d'exploitation | 231 799 | 248 151 | 257 750 | 4 |
| Bénéfice net d'exploitation | 31 574 | 36 786 | 36 095 | -2 |
| Manitoba | | | | |
| Revenus d'exploitation | 292 692 | 340 713 | 344 943 | -5 |
| Dépenses d'exploitation | 252 402 | 296 599 | 288 549 | -3 |
| Bénéfice net d'exploitation | 40 290 | 44 114 | 56 394 | 28 |
| Saskatchewan | | | | |
| Revenus d'exploitation | 184 108 | 223 740 | 233 885 | -18 |
| Dépenses d'exploitation | 150 039 | 175 602 | 180 403 | 3 |
| Bénéfice net d'exploitation | 34 068 | 48 139 | 53 482 | 11 |
| Alberta | | | | |
| Revenus d'exploitation | 292 068 | 323 418 | 316 548 | -25 |
| Dépenses d'exploitation | 252 875 | 271 787 | 267 491 | -2 |
| Bénéfice net d'exploitation | 39 192 | 51 631 | 49 057 | -5 |
| Colombie-Britannique | | | | |
| Revenus d'exploitation | 305 430 | 339 761 | 349 494 | -4 |
| Dépenses d'exploitation | 277 647 | 314 493 | 315 796 | 0 |
| Bénéfice net d'exploitation | 27 783 | 25 268 | 33 698 | 33 |
| Canada | | | | |
| Revenus d'exploitation | 267 430 | 300 534 | 304 679 | -15 |
| Dépenses d'exploitation | 230 164 | 255 039 | 256 954 | 1 |
| Bénéfice net d'exploitation | 37 267 | 45 495 | 47 725 | 5 |

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2007-2009

| Type de ferme | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire | 09/08 |
|--|-----------------------|-----------|----------------------|-------|
| | - Dollars par ferme - | | | % |
| Élevage de bovins laitiers et production laitière | | | | |
| Revenus d'exploitation | 437 830 | 469 152 | 497 724 | 6 |
| Dépenses d'exploitation | 334 988 | 365 596 | 391 532 | 7 |
| Bénéfice net d'exploitation | 102 842 | 103 556 | 106 192 | 3 |
| Élevage de bovins de boucherie | | | | |
| Revenus d'exploitation | 205 106 | 218 223 | 219 053 | 0 |
| Dépenses d'exploitation | 194 000 | 204 720 | 207 313 | 1 |
| Bénéfice net d'exploitation | 11 106 | 13 503 | 11 740 | -13 |
| Élevage de porcs | | | | |
| Revenus d'exploitation | 1 090 837 | 1 221 534 | 1 165 310 | -5 |
| Dépenses d'exploitation | 1 019 727 | 1 192 960 | 1 128 434 | -5 |
| Bénéfice net d'exploitation | 71 111 | 28 574 | 36 876 | 29 |
| Élevage de volailles et production d'oeufs | | | | |
| Revenus d'exploitation | 896 670 | 1 044 666 | 1 046 208 | 0 |
| Dépenses d'exploitation | 786 595 | 919 771 | 911 097 | -1 |
| Bénéfice net d'exploitation | 110 075 | 124 895 | 135 112 | 8 |
| Culture de plantes oléagineuses et de céréales | | | | |
| Revenus d'exploitation | 199 780 | 256 041 | 256 698 | 0 |
| Dépenses d'exploitation | 158 783 | 193 780 | 192 921 | 0 |
| Bénéfice net d'exploitation | 40 997 | 62 261 | 63 776 | 2 |
| Culture de pommes de terre | | | | |
| Revenus d'exploitation | 891 748 | 976 455 | 1 145 188 | 17 |
| Dépenses d'exploitation | 763 214 | 811 604 | 930 495 | 15 |
| Bénéfice net d'exploitation | 128 535 | 164 850 | 214 693 | 30 |
| Culture de fruits et de noix | | | | |
| Revenus d'exploitation | 200 017 | 221 096 | 222 778 | 1 |
| Dépenses d'exploitation | 163 633 | 189 573 | 197 260 | 4 |
| Bénéfice net d'exploitation | 36 384 | 31 523 | 25 519 | -19 |
| Autres cultures de légumes et de melons | | | | |
| Revenus d'exploitation | 368 129 | 375 245 | 380 107 | 1 |
| Dépenses d'exploitation | 318 631 | 334 255 | 325 463 | -3 |
| Bénéfice net d'exploitation | 49 498 | 40 989 | 54 644 | 33 |
| Culture en serre et en pépinière et floriculture | | | | |
| Revenus d'exploitation | 874 440 | 934 982 | 1 000 145 | 7 |
| Dépenses d'exploitation | 800 867 | 853 422 | 890 322 | 4 |
| Bénéfice net d'exploitation | 73 573 | 81 560 | 109 823 | 35 |
| Tous les types de fermes | | | | |
| Revenus d'exploitation | 267 430 | 300 534 | 304 679 | 1 |
| Dépenses d'exploitation | 230 164 | 255 039 | 256 954 | 1 |
| Bénéfice net d'exploitation | 37 267 | 45 495 | 47 725 | 5 |

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu¹, fermes non constituées en société, Canada, 2007

| Revenu de la famille agricole (avant amortissement) | Nombre de familles | | Revenus d'un travail hors-ferme ² | Revenus de placement | Revenus de pensions | Autres revenus hors-ferme ³ | Revenus hors-ferme total | Revenus nets d'exploitation | Total des revenus de la famille |
|---|--------------------|--------------|--|----------------------|---------------------|--|--------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| | Nombre | % du total | | | | | | | |
| Toutes les fermes | | | | | | | | | |
| Moins de 10 000 \$ ⁴ | 5 720 | 4,7 | 14 366 | 2 291 | 3 672 | 5 123 | 25 453 | -50 036 | -24 583 |
| 10 000 \$ - 19 999 \$ | 3 980 | 3,3 | 9 707 | 1 772 | 7 550 | 3 843 | 22 871 | -7 023 | 15 848 |
| 20 000 \$ - 29 999 \$ | 7 030 | 5,8 | 11 254 | 2 464 | 10 321 | 3 784 | 27 823 | -2 166 | 25 657 |
| 30 000 \$ - 39 999 \$ | 9 120 | 7,5 | 14 364 | 2 968 | 11 340 | 4 280 | 32 952 | 2 525 | 35 477 |
| 40 000 \$ - 49 999 \$ | 10 350 | 8,5 | 20 074 | 3 414 | 11 499 | 4 747 | 39 735 | 5 267 | 45 001 |
| 50 000 \$ - 99 999 \$ | 44 640 | 36,8 | 38 632 | 4 773 | 9 822 | 5 327 | 58 555 | 14 853 | 73 407 |
| 100 000 \$ + | 40 330 | 33,3 | 100 447 | 16 453 | 8 668 | 7 254 | 132 821 | 45 336 | 178 156 |
| TOTAL | 121 170 | 100,0 | 52 112 | 8 059 | 9 360 | 5 692 | 75 223 | 18 480 | 93 703 |
| Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 \$ à 49 999 \$) | | | | | | | | | |
| Moins de 10 000 \$ ⁴ | 2 300 | 4,1 | 12 589 | 1 486 | 4 331 | 4 645 | 23 051 | -30 125 | -7 074 |
| 10 000 \$ - 19 999 \$ | 2 290 | 4,1 | 8 355 | 1 753 | 9 494 | 2 896 | 22 497 | -6 535 | 15 962 |
| 20 000 \$ - 29 999 \$ | 4 460 | 8,0 | 10 506 | 2 387 | 12 625 | 3 404 | 28 921 | -3 180 | 25 742 |
| 30 000 \$ - 39 999 \$ | 5 350 | 9,6 | 14 656 | 3 301 | 14 761 | 4 116 | 36 834 | -1 827 | 35 007 |
| 40 000 \$ - 49 999 \$ | 5 740 | 10,3 | 21 885 | 3 857 | 14 826 | 4 831 | 45 399 | -281 | 45 118 |
| 50 000 \$ - 99 999 \$ | 20 380 | 36,7 | 49 357 | 5 856 | 13 282 | 5 035 | 73 529 | -1 010 | 72 520 |
| 100 000 \$ + | 15 030 | 27,1 | 131 005 | 18 659 | 11 903 | 6 446 | 168 013 | -2 034 | 165 979 |
| TOTAL | 55 540 | 100,0 | 58 930 | 8 238 | 12 633 | 5 072 | 84 873 | -2 893 | 81 980 |
| Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$) | | | | | | | | | |
| Moins de 10 000 \$ ⁴ | 1 240 | 5,6 | 12 748 | 1 973 | 4 215 | 4 851 | 23 788 | -42 420 | -18 633 |
| 10 000 \$ - 19 999 \$ | 810 | 3,7 | 10 146 | 2 772 | 6 113 | 6 003 | 25 033 | -8 857 | 16 176 |
| 20 000 \$ - 29 999 \$ | 1 350 | 6,1 | 12 902 | 2 329 | 5 706 | 3 902 | 24 839 | 617 | 25 456 |
| 30 000 \$ - 39 999 \$ | 1 760 | 8,0 | 13 130 | 2 771 | 7 366 | 4 160 | 27 426 | 8 230 | 35 657 |
| 40 000 \$ - 49 999 \$ | 2 260 | 10,3 | 18 865 | 3 035 | 9 835 | 4 273 | 36 008 | 8 713 | 44 721 |
| 50 000 \$ - 99 999 \$ | 8 610 | 39,1 | 38 513 | 4 938 | 9 919 | 5 289 | 58 659 | 13 338 | 71 998 |
| 100 000 \$ + | 5 980 | 27,2 | 121 608 | 21 967 | 9 550 | 6 655 | 159 781 | 14 313 | 174 094 |
| TOTAL | 22 010 | 100,0 | 52 950 | 8 785 | 8 885 | 5 381 | 76 002 | 7 976 | 83 978 |
| Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 \$ et plus) | | | | | | | | | |
| Moins de 10 000 \$ ⁴ | 2 190 | 5,0 | 17 159 | 3 320 | 2 670 | 5 782 | 28 931 | -75 155 | -46 224 |
| 10 000 \$ - 19 999 \$ | 890 | 2,0 | 12 796 | F | 3 873 | 4 305 | 21 881 | -6 532 | 15 349 |
| 20 000 \$ - 29 999 \$ | 1 220 | 2,8 | 12 165 | 2 895 | 7 007 | 5 048 | 27 115 | -1 534 | 25 581 |
| 30 000 \$ - 39 999 \$ | 2 000 | 4,6 | 14 662 | 2 251 | 5 686 | 4 821 | 27 420 | 9 191 | 36 611 |
| 40 000 \$ - 49 999 \$ | 2 350 | 5,4 | 16 808 | 2 693 | 4 960 | 4 999 | 29 460 | 15 596 | 45 056 |
| 50 000 \$ - 99 999 \$ | 15 660 | 35,9 | 24 740 | 3 273 | 5 266 | 5 728 | 39 007 | 36 315 | 75 322 |
| 100 000 \$ + | 19 330 | 44,3 | 70 160 | 13 033 | 5 881 | 8 066 | 97 141 | 91 707 | 188 848 |
| TOTAL | 43 620 | 100,0 | 43 010 | 7 464 | 5 432 | 6 638 | 62 544 | 50 989 | 113 533 |

Source : Statistique Canada, no. 21-207-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, août 2010.¹ Basé sur le revenu de la famille provenant de toutes les sources : revenu agricole (bénéfice net d'exploitation) et revenu hors ferme.² Le revenu d'un travail hors ferme inclut les « salaires et traitements » et les « revenus nets d'un travail indépendant non agricole ».³ Autres revenus hors ferme incluent les « transferts sociaux gouvernementaux et les REER ».⁴ Comprend les pertes.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le *revenu net comptant* (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2002

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2002. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 2002 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme l'Agri-stabilité, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'assurance production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance production et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p. 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (n° 21-011 et n° 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans "Pour comprendre des mesures du revenu agricole" de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes et les indemnités d'assurance du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les revenus d'exploitation que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit

ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).

Tableau A.5 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : l'échantillon des personnes exploitant une ferme non constituée en société du Programme des données fiscales (PDF) et le fichier d'impôt des familles (T1FF), qui renferme les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistiques Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques sur les revenus des familles agricoles*, Statistique Canada, n° 21-207-XIF au catalogue.



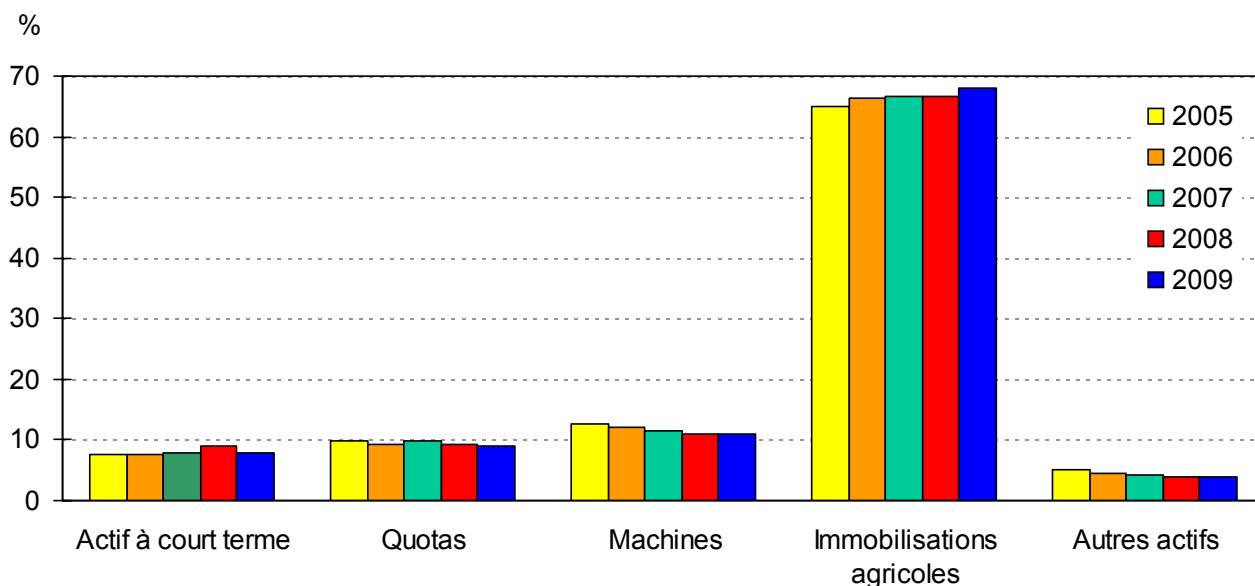
SECTION B

Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Actif agricole au 31 décembre, Canada et provinces, 2000-2009

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|--------------------|----------|----------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| - millions de \$ - | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 233 | 1 855 | 1 968 | 1 831 | 27 880 | 55 584 | 16 210 | 36 555 | 55 468 | 14 533 | 212 118 |
| 2001 | 244 | 1 873 | 2 057 | 1 930 | 29 228 | 58 180 | 16 535 | 36 539 | 58 018 | 15 357 | 219 963 |
| 2002 | 265 | 1 966 | 2 232 | 2 056 | 31 034 | 63 092 | 17 781 | 37 632 | 61 221 | 16 895 | 234 174 |
| 2003 | 285 | 1 966 | 2 211 | 2 073 | 32 354 | 66 068 | 17 919 | 37 077 | 62 607 | 18 339 | 240 899 |
| 2004 | 288 | 1 930 | 2 321 | 2 117 | 34 192 | 69 503 | 18 138 | 37 065 | 67 557 | 20 326 | 253 437 |
| 2005 | 313 | 2 035 | 2 355 | 2 215 | 35 567 | 71 126 | 18 337 | 38 543 | 73 154 | 23 105 | 266 750 |
| 2006 | 347 | 2 052 | 2 406 | 2 258 | 36 148 | 73 704 | 19 186 | 39 442 | 78 857 | 25 475 | 279 876 |
| 2007 | 385 | 2 040 | 2 518 | 2 278 | 37 956 | 77 637 | 20 781 | 43 829 | 86 672 | 28 579 | 302 674 |
| 2008 | 378 | 2 059 | 2 610 | 2 328 | 39 892 | 80 841 | 22 518 | 48 678 | 93 402 | 29 769 | 322 477 |
| 2009 | 387 | 2 027 | 2 654 | 2 392 | 40 835 | 83 104 | 23 617 | 50 650 | 95 458 | 29 250 | 330 374 |

Source : Statistique Canada, n° 21-016-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, juillet 2010.

Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de classe d'actif, Canada, au 31 décembre, 2005-2009

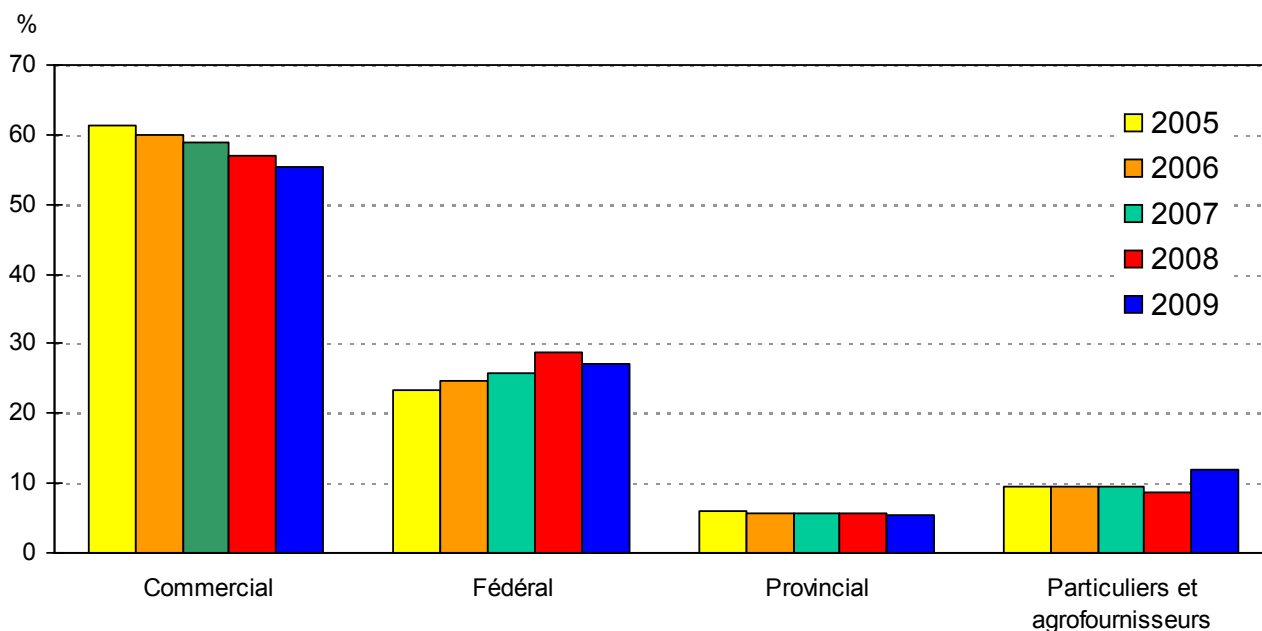
Source : Statistique Canada, n° 21-016-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, juillet 2010.

Tableau B.2 : Dette agricole, Canada et provinces, 2000-2009

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | Canada |
|--------------------|----------|----------|-------|-------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|
| - millions de \$ - | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 47 | 435 | 422 | 379 | 7 180 | 9 091 | 3 628 | 6 175 | 9 162 | 2 298 | 38 819 |
| 2001 | 54 | 464 | 442 | 399 | 7 651 | 9 634 | 3 831 | 6 248 | 9 561 | 2 365 | 40 647 |
| 2002 | 63 | 504 | 488 | 443 | 8 589 | 10 925 | 4 100 | 6 258 | 9 916 | 2 568 | 43 855 |
| 2003 | 67 | 555 | 534 | 518 | 8 991 | 11 442 | 4 585 | 6 757 | 10 613 | 2 798 | 46 860 |
| 2004 | 78 | 578 | 562 | 519 | 9 326 | 12 146 | 4 892 | 6 914 | 10 881 | 3 004 | 48 900 |
| 2005 | 77 | 574 | 606 | 532 | 9 527 | 12 570 | 5 134 | 7 199 | 10 961 | 3 028 | 50 210 |
| 2006 | 92 | 583 | 608 | 537 | 9 866 | 12 749 | 5 414 | 7 511 | 11 548 | 3 379 | 52 287 |
| 2007 | 114 | 596 | 671 | 545 | 10 329 | 13 789 | 5 913 | 7 438 | 11 799 | 3 915 | 55 110 |
| 2008 | 130 | 603 | 750 | 616 | 10 927 | 14 855 | 6 530 | 8 027 | 13 175 | 4 549 | 60 163 |
| 2009 | 149 | 677 | 790 | 634 | 11 378 | 15 679 | 7 005 | 8 471 | 13 540 | 4 653 | 62 975 |

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2010.

Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2005-2009



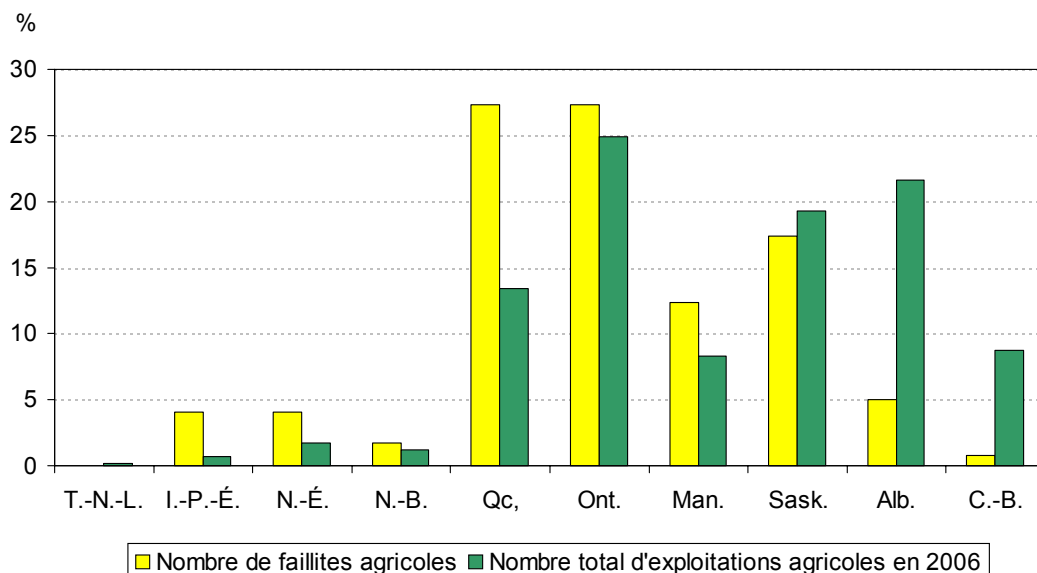
Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2010.

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1995-2009

| | T.-N.-L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | Qc. | Ont. | Man. | Sask. | Alb. | C.-B. | T.N.-O./Yn | Canada |
|------|----------|----------|-------|-------|-----|------|------|-------|------|-------|------------|--------|
| 1995 | 1 | 0 | 8 | 5 | 33 | 23 | 10 | 94 | 87 | 12 | 0 | 273 |
| 1996 | 0 | 0 | 5 | 4 | 54 | 17 | 24 | 95 | 75 | 1 | 0 | 275 |
| 1997 | 0 | 4 | 6 | 4 | 54 | 15 | 19 | 76 | 61 | 4 | 0 | 243 |
| 1998 | 0 | 1 | 4 | 1 | 47 | 12 | 27 | 92 | 55 | 5 | 0 | 244 |
| 1999 | 0 | 1 | 2 | 2 | 42 | 17 | 29 | 99 | 45 | 6 | 0 | 243 |
| 2000 | 0 | 1 | 4 | 2 | 40 | 20 | 18 | 76 | 38 | 14 | 0 | 213 |
| 2001 | 1 | 2 | 4 | 0 | 57 | 23 | 19 | 64 | 44 | 6 | 0 | 220 |
| 2002 | 0 | 2 | 1 | 4 | 28 | 30 | 41 | 50 | 32 | 9 | 0 | 197 |
| 2003 | 0 | 1 | 4 | 1 | 46 | 22 | 28 | 59 | 46 | 15 | 0 | 222 |
| 2004 | 0 | 6 | 3 | 2 | 31 | 34 | 27 | 64 | 56 | 4 | 0 | 227 |
| 2005 | 0 | 3 | 0 | 2 | 33 | 25 | 26 | 75 | 66 | 6 | 0 | 236 |
| 2006 | 0 | 6 | 1 | 4 | 37 | 29 | 36 | 79 | 16 | 8 | 0 | 216 |
| 2007 | 1 | 2 | 3 | 3 | 30 | 21 | 14 | 49 | 15 | 1 | 0 | 139 |
| 2008 | 0 | 3 | 1 | 2 | 20 | 31 | 22 | 34 | 6 | 6 | 2 | 127 |
| 2009 | 0 | 5 | 5 | 2 | 33 | 33 | 15 | 21 | 6 | 1 | 0 | 121 |

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note: À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2009

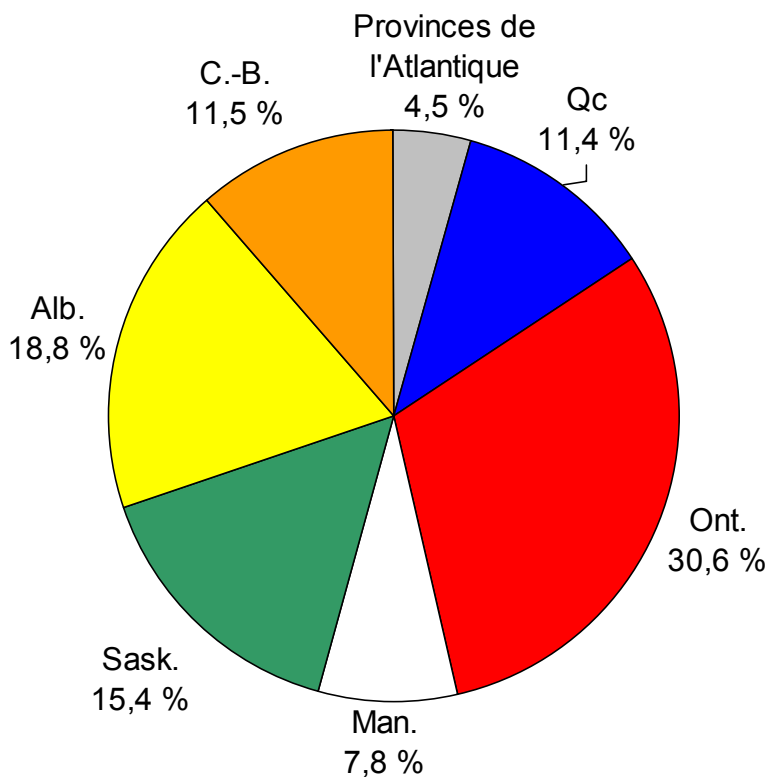
Sources : Bureau du surintendant des faillites, et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2004-2005 à 2009-2010

| | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre total de prêts | 90 492 | 95 768 | 101 470 | 98 066 | 106 867 | 114 439 |
| Montant total des prêts (en millions de \$) | 11 150 | 12 310 | 13 550 | 14 992 | 17 098 | 19 687 |
| Nombre de prêts approuvés | 27 948 | 28 634 | 28 684 | 32 561 | 31 037 | 41 418 |
| Montant des prêts approuvés (en millions de \$) | 3 067 | 3 317 | 3 715 | 4 285 | 5 068 | 6 586 |
| Montant moyen des prêts approuvés (\$) | 109 747 | 115 852 | 129 504 | 131 600 | 163 302 | 159 003 |

Source : Financement agricole Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2010



Source : Financement agricole Canada.

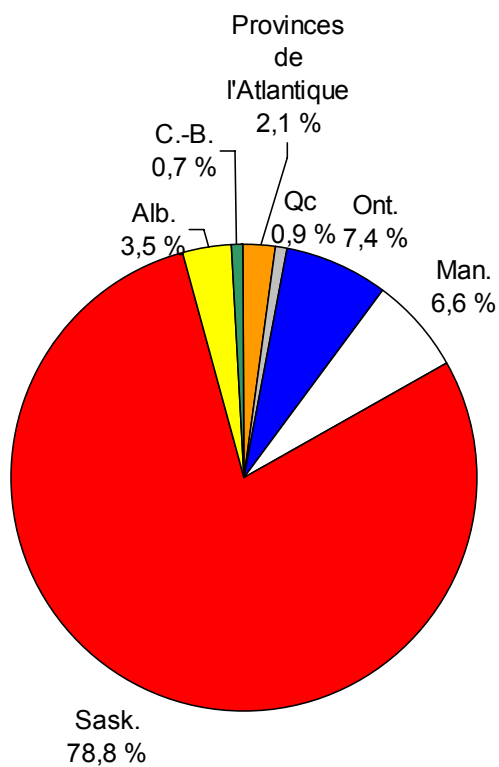
Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2003-2004 à 2010-2011

| | 2003-2004 | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011* |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Nombre de nouveaux prêts enregistrés | 2 829 | 2 128 | 1 803 | 2 197 | 1 854 | 1 740 | 2 524 | 1 369 |
| Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$) | 105 095 | 74 472 | 63 901 | 83 601 | 71 216 | 74 762 | 127 173 | 78 823 |
| Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$) | 37 149 | 34 996 | 35 442 | 50 257 | 38 412 | 42 967 | 50 385 | 57 577 |

Source : LCPA, Agriculture et agroalimentaire Canada.

* Les numéros préliminaires de 2010 et 2011 sont datés du 13 octobre 2010.

Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, année fiscale 2009



Source : La LCPA, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2006, 2007 et 2008

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits et légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|--|-----------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------|--------------------|-----------|----------------------|
| | - Dollars par ferme - | | | | | | | |
| CANADA | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 882 575 | 977 323 | 2 091 242 | 3 590 813 | 1 371 278 | 3 267 074 | 1 235 340 | 1 355 517 |
| - 2007 | 3 131 425 | 1 007 173 | 2 058 978 | 3 576 187 | 1 276 717 | 3 697 566 | 1 413 198 | 1 455 158 |
| - 2008 | 3 418 219 | 1 062 546 | 1 929 886 | 3 828 577 | 1 481 906 | 3 528 253 | 1 606 188 | 1 582 465 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 679 553 | 145 538 | 604 604 | 687 174 | 242 004 | 898 667 | 205 802 | 252 981 |
| - 2007 | 806 847 | 153 437 | 737 740 | 753 188 | 243 744 | 972 647 | 248 270 | 265 776 |
| - 2008 | 941 199 | 163 736 | 787 129 | 894 836 | 283 602 | 897 164 | 242 168 | 301 369 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 203 021 | 831 785 | 1 486 638 | 2 903 639 | 1 129 274 | 2 368 407 | 1 029 538 | 1 102 537 |
| - 2007 | 2 324 578 | 853 736 | 1 321 239 | 2 822 999 | 1 032 973 | 2 724 919 | 1 206 677 | 1 189 383 |
| - 2008 | 2 477 021 | 898 810 | 1 142 757 | 2 933 741 | 1 198 304 | 2 631 089 | 1 364 019 | 1 281 096 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 101 036 | 17 418 | 85 621 | 128 611 | 45 034 | 150 552 | 43 157 | 44 893 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| ATLANTIQUE | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 860 939 | 530 886 | 947 203 | 2 382 519 | 674 938 | 2 589 132 | 1 019 455 | 1 242 363 |
| - 2007 | 2 954 218 | 576 574 | 1 071 906 | 2 945 024 | 548 332 | 2 807 854 | 1 025 133 | 1 509 370 |
| - 2008 | 3 144 276 | 551 042 | 1 139 507 | 3 088 040 | 707 594 | 2 822 303 | 818 070 | 1 300 271 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 771 915 | 63 840 | 369 070 | 491 098 | 113 265 | 801 217 | 195 874 | 307 880 |
| - 2007 | 860 221 | 112 567 | 534 602 | 674 958 | 184 552 | 999 393 | 317 718 | 530 565 |
| - 2008 | 859 037 | 74 101 | 693 960 | 689 677 | 127 990 | 876 897 | 211 093 | 333 437 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 089 024 | 467 045 | 578 133 | 1 891 421 | 561 674 | 1 787 915 | 823 582 | 934 483 |
| - 2007 | 2 174 284 | 508 399 | 616 504 | 2 397 761 | 445 449 | 1 883 684 | 762 670 | 1 127 865 |
| - 2008 | 2 285 238 | 476 942 | 445 547 | 2 398 364 | 579 604 | 1 945 406 | 606 977 | 966 833 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 91 170 | 12 881 | 94 738 | 103 376 | 36 194 | 130 752 | 41 215 | 65 229 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2006, 2007 et 2008 (suite)

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits et légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|--|-----------------------|---------|-----------|-----------|----------------------|--------------------|-----------|----------------------|
| | - Dollars par ferme - | | | | | | | |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 176 860 | 702 065 | 1 321 283 | 3 769 439 | 1 017 812 | 2 647 029 | 1 353 863 | 1 410 626 |
| - 2007 | 2 412 444 | 661 314 | 1 270 860 | 3 474 523 | 902 933 | 1 638 110 | 1 220 714 | 1 353 078 |
| - 2008 | 2 463 986 | 645 634 | 1 309 723 | 4 239 413 | 927 504 | 1 718 784 | 1 427 538 | 1 422 274 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 572 551 | 172 894 | 567 218 | 687 786 | 288 624 | 691 201 | 346 352 | 370 966 |
| - 2007 | 716 366 | 176 926 | 573 112 | 656 950 | 239 631 | 457 905 | 276 782 | 371 122 |
| - 2008 | 766 188 | 179 300 | 600 169 | 929 118 | 252 688 | 419 134 | 330 126 | 404 235 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 1 604 309 | 529 171 | 754 065 | 3 081 653 | 729 188 | 1 955 828 | 1 007 512 | 1 039 660 |
| - 2007 | 1 696 078 | 484 388 | 697 748 | 2 817 572 | 663 302 | 1 180 205 | 943 932 | 981 956 |
| - 2008 | 1 697 798 | 466 334 | 709 554 | 3 310 296 | 674 816 | 1 299 650 | 1 097 412 | 1 018 039 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 91 205 | 21 449 | 41 162 | 70 816 | 32 023 | 21 396 | 21 396 | 54 016 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 3 068 668 | 877 806 | 1 874 645 | 3 389 344 | 1 397 728 | 3 540 355 | 1 223 514 | 1 470 471 |
| - 2007 | 3 324 902 | 906 628 | 1 887 915 | 3 533 501 | 1 245 789 | 5 230 182 | 1 333 320 | 1 543 341 |
| - 2008 | 3 867 809 | 920 121 | 1 782 422 | 3 903 414 | 1 414 090 | 3 123 603 | 1 343 710 | 1 642 311 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 619 960 | 106 961 | 551 159 | 664 177 | 247 881 | 794 046 | 157 065 | 264 080 |
| - 2007 | 725 676 | 116 349 | 786 897 | 815 976 | 259 770 | 715 870 | 195 145 | 298 698 |
| - 2008 | 963 908 | 125 666 | 753 803 | 970 352 | 290 839 | 314 285 | 194 419 | 332 610 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 448 709 | 770 846 | 1 323 486 | 2 725 167 | 1 149 847 | 2 746 308 | 1 066 448 | 1 206 391 |
| - 2007 | 2 599 226 | 790 280 | 1 101 018 | 2 717 525 | 986 020 | 4 514 312 | 1 138 176 | 1 244 643 |
| - 2008 | 2 903 901 | 794 455 | 1 028 619 | 2 933 062 | 1 123 251 | 2 809 318 | 1 149 291 | 1 309 702 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 183 039 | 14 224 | 52 194 | 183 039 | 43 484 | 288 650 | 22 024 | 43 969 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2006, 2007 et 2008 (suite)

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits et légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|--|-----------------------|---------|-----------|-----------|----------------------|--------------------|-----------|----------------------|
| | - Dollars par ferme - | | | | | | | |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 3 181 568 | 633 369 | 2 840 604 | 2 168 956 | 2 549 250 | 9 397 203 | 1 242 705 | 1 108 669 |
| - 2007 | 3 599 224 | 600 809 | 3 865 418 | 2 713 186 | 1 006 876 | 9 646 205 | 1 458 312 | 1 315 231 |
| - 2008 | 3 868 550 | 649 985 | 3 468 541 | 2 280 257 | 1 124 694 | 9 215 086 | 1 645 299 | 1 401 027 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 821 870 | 137 245 | 785 179 | 384 221 | 381 921 | 2 971 761 | 262 214 | 248 345 |
| - 2007 | 1 076 888 | 98 009 | 1 075 954 | 578 686 | 868 570 | 2 523 033 | 278 882 | 266 944 |
| - 2008 | 1 160 665 | 113 918 | 1 223 728 | 417 246 | 136 348 | 2 511 423 | 306 310 | 290 310 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 359 698 | 496 123 | 2 055 425 | 1 784 734 | 2 167 329 | 6 425 441 | 980 491 | 860 324 |
| - 2007 | 2 522 336 | 502 800 | 2 789 464 | 2 134 499 | | 7 123 172 | 1 179 430 | 1 048 287 |
| - 2008 | 2 707 885 | 536 066 | 2 244 813 | 1 863 012 | 988 346 | 6 703 663 | 1 338 989 | 1 110 717 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 148 098 | 5 988 | 186 557 | 122 994 | 46 050 | 584 931 | 46 861 | 44 705 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 3 301 043 | 676 151 | 3 037 839 | 4 289 734 | 614 986 | 2 359 639 | 950 674 | 889 386 |
| - 2007 | 4 329 821 | 724 954 | 4 082 301 | 5 875 953 | | | 1 188 333 | 1 086 731 |
| - 2008 | 4 093 476 | 769 707 | 4 694 407 | 4 438 867 | 473 011 | 2 155 596 | 1 419 283 | 1 272 341 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 790 915 | 124 300 | 676 644 | 1 086 766 | 52 725 | 856 281 | 183 556 | 171 835 |
| - 2007 | 1 290 445 | 132 480 | 971 445 | 1 276 997 | | | 176 889 | 172 853 |
| - 2008 | 1 399 808 | 141 061 | 1 288 216 | 989 955 | 28 316 | 531 290 | 213 612 | 203 400 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 2 510 128 | 551 852 | 2 361 195 | 3 202 967 | 562 261 | 1 503 358 | 767 118 | 717 551 |
| - 2007 | 3 039 375 | 592 474 | 3 110 856 | 4 598 956 | | | 1 011 444 | 913 878 |
| - 2008 | 2 693 668 | 628 646 | 3 406 191 | 3 448 912 | 444 694 | 1 624 305 | 1 205 671 | 1 068 941 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 61 026 | 14 796 | 143 876 | 201 347 | 71 724 | | 47 136 | 39 306 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

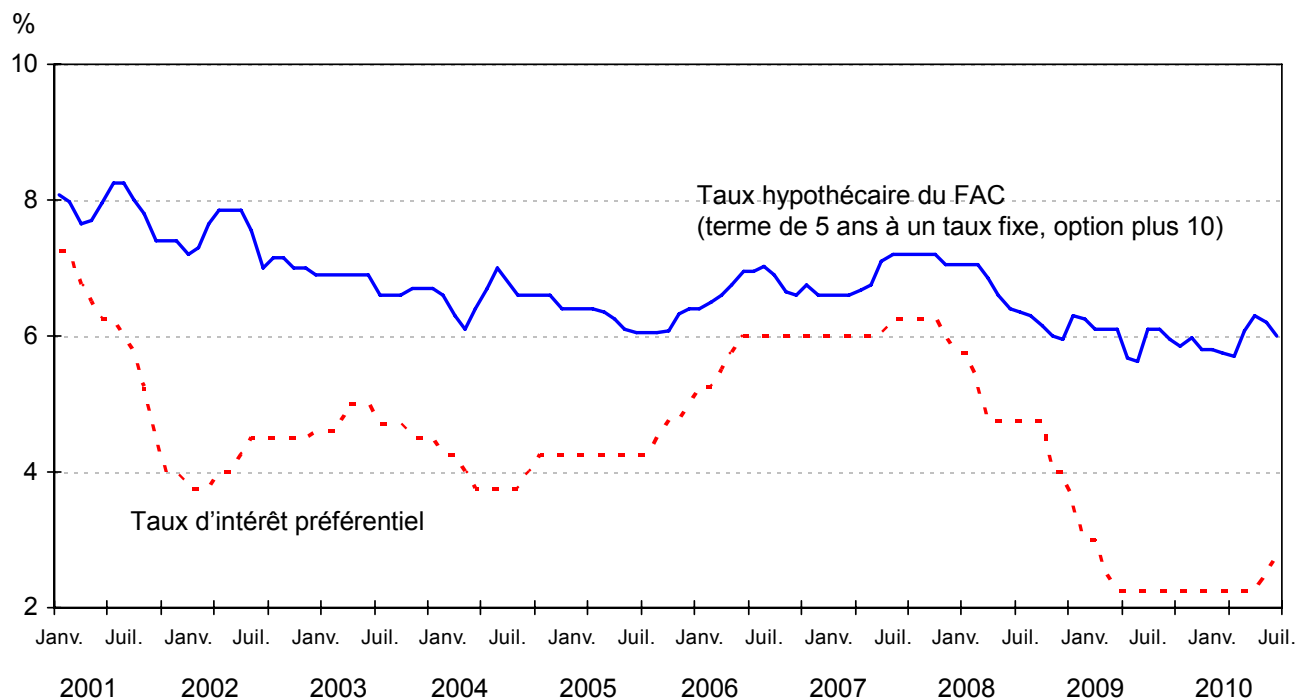
Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2006, 2007 et 2008 (suite)

| | Produits laitiers | Bovins | Porcs | Volaille | Fruits et légumes | Pommes de terre | Céréales | Toutes les fermes |
|---------------------------------|-----------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------|--------------------|-----------|----------------------|
| | - Dollars par ferme - | | | | | | | |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 5 571 000 | 1 365 882 | 5 758 599 | 4 534 174 | 3 176 009 | 4 197 787 | 1 824 998 | 1 611 095 |
| - 2007 | 5 662 553 | 1 376 507 | 3 332 089 | 3 508 198 | | 6 566 875 | 1 987 874 | 1 692 647 |
| - 2008 | 6 133 940 | 1 486 304 | 2 839 165 | 4 374 436 | 902 640 | 6 541 460 | 2 227 122 | 1 836 756 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 1 247 141 | 183 555 | 832 457 | 1 079 108 | 586 216 | 1 135 199 | 232 920 | 217 896 |
| - 2007 | 1 486 572 | 206 691 | 751 609 | 860 789 | | 1 676 954 | 218 732 | 225 954 |
| - 2008 | 1 576 895 | 213 234 | 1 115 315 | 1 269 615 | 171 136 | 1 607 779 | 289 558 | 267 035 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 4 323 859 | 1 182 326 | 4 926 142 | 3 455 065 | 2 589 794 | 3 062 588 | 1 592 077 | 1 393 198 |
| - 2007 | 4 175 981 | 1 169 817 | 2 580 480 | 2 647 409 | | 4 889 921 | 1 769 142 | 1 466 693 |
| - 2008 | 4 557 045 | 1 273 070 | 1 723 850 | 3 104 821 | 731 504 | 4 933 681 | 1 937 564 | 1 569 721 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 129 184 | 23 321 | 33 271 | 153 008 | 39 378 | 325 629 | 60 862 | 45 644 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| COLOMBIE-BRITANIQUE | | | | | | | | |
| Actif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 7 257 767 | 1 358 190 | 2 041 138 | 4 396 328 | 1 863 507 | 3 652 818 | 1 981 602 | 2 136 005 |
| - 2007 | 7 794 376 | 1 481 246 | 3 861 898 | 3 950 161 | 1 999 421 | 5 449 355 | 1 691 263 | 2 259 054 |
| - 2008 | 9 265 015 | 1 678 048 | 4 847 162 | 3 548 860 | 2 453 091 | 3 610 718 | 2 075 132 | 2 476 849 |
| Passif agricole | | | | | | | | |
| - 2006 | 1 678 489 | 126 576 | 493 622 | 705 107 | 254 385 | 340 227 | 212 098 | 344 415 |
| - 2007 | 1 675 265 | 118 743 | 731 063 | 693 010 | 306 943 | 339 802 | 159 818 | 350 539 |
| - 2008 | 2 184 310 | 162 115 | 1 282 182 | 680 736 | 394 992 | 572 221 | 97 168 | 411 339 |
| Avoir net | | | | | | | | |
| - 2006 | 5 579 278 | 1 231 614 | 1 547 516 | 3 691 221 | 1 609 122 | 3 312 591 | 1 769 504 | 1 791 591 |
| - 2007 | 6 119 110 | 1 362 503 | 3 130 836 | 3 257 151 | 1 692 477 | 5 109 553 | 1 531 445 | 1 908 515 |
| - 2008 | 7 080 706 | 1 515 933 | 3 564 980 | 2 868 124 | 2 058 099 | 3 038 498 | 1 977 964 | 2 065 510 |
| Nouveaux investissements (nets) | | | | | | | | |
| - 2006 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |
| - 2007 | 214 806 | 19 268 | 18 703 | 56 397 | 52 159 | 126 432 | 34 424 | 52 871 |
| - 2008 | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. | .. |

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2001-2010



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.7 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2009 et 2010

| | Manitoba | | Minnesota/Dakota du Nord | |
|-------------------------------------|----------|----------|--------------------------|----------|
| | été 2010 | été 2009 | été 2010 | été 2009 |
| Azote (\$CAN/tonne) | | | | |
| Anhydre d'ammoniaque (82-0-0) | 628,38 | 847,67 | 618,30 | 792,06 |
| Urée (46-0-0) | 418,52 | 453,89 | 451,46 | 503,75 |
| Phosphate (\$CAN/tonne) | | | | |
| Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0) | 615,77 | 578,31 | 615,28 | 660,72 |
| Potasse (\$CAN/tonne) | | | | |
| Potasse (0-0-60) | 506,36 | 963,11 | 545,07 | 932,21 |
| Carburant (CAN\$/litre) | | | | |
| Diesel | 74,90 | 79,84 | 70,50 | 69,29 |
| Essence (ordinaire sans plomb) | 85,31 | 92,48 | 73,84 | 80,51 |

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2009 et 2010

| | Ontario | | Michigan/Ohio/Indiana | |
|--|----------------|-----------------|-----------------------|-----------------|
| | le 9 juin 2010 | le 10 juin 2009 | le 9 juin 2010 | le 10 juin 2009 |
| Azote (\$CAN/tonne) | | | | |
| Anhydre d'ammoniaque (82-0-0) | 721,93 | 1 062,50 | 655,14 | 788,45 |
| Urée (46-0-0) | 499,01 | 759,96 | 500,07 | 576,84 |
| Solution d'azote 28 | 314,36 | 478,36 | 317,44 | 387,50 |
| Nitrate d'ammonium | 519,39 | 721,31 | 578,65 | - |
| Phosphate (\$CAN/tonne) | | | | |
| Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0) | 607,06 | 1 099,18 | 622,43 | 717,70 |
| Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0) | 727,25 | 1 056,25 | 633,34 | 703,78 |
| Superphosphate triple (0-46-0) | 673,14 | 1 305,80 | 601,57 | 712,79 |
| Potasse (\$CAN/tonne) | | | | |
| Potasse (0-0-60) | 556,88 | 1 073,86 | 559,83 | 1 012,96 |
| Carburant (CAN\$/litre) | | | | |
| Diesel | 80,00 | 77,00 | 70,00 | 67,00 |
| Essence (ordinaire sans plomb) | 92,00 | 94,00 | 76,00 | 85,00 |

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.9 : Intrants agricoles, Canada, 2005-2009

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | (000 \$) | | | | |
| Dépenses liées à la machinerie | 4 134 136 | 4 276 318 | 4 498 095 | 5 067 591 | 4 412 408 |
| Aliments achetés | 4 134 003 | 4 097 993 | 4 813 781 | 5 644 445 | 5 362 061 |
| Salaires en espèces, gîte et couvert | 3 848 080 | 3 985 796 | 4 098 318 | 4 231 955 | 4 308 889 |
| Engrais et chaux | 2 489 961 | 2 610 776 | 3 201 313 | 3 835 299 | 3 823 663 |
| Intérêts | 2 278 415 | 2 647 266 | 2 978 790 | 2 929 676 | 2 354 732 |
| Loyer | 1 305 313 | 1 331 428 | 1 466 640 | 1 746 900 | 1 693 268 |
| Pesticides | 1 757 561 | 1 787 729 | 1 923 586 | 2 319 933 | 2 376 130 |
| Achats de bétail | 1 500 610 | 1 489 588 | 1 246 073 | 1 253 188 | 1 234 171 |
| Semences | 1 130 502 | 1 155 958 | 1 274 400 | 1 422 167 | 1 490 954 |
| Réparations des bâtiments et clôtures | 736 496 | 751 474 | 768 974 | 793 822 | 812 136 |
| Électricité | 713 983 | 752 239 | 814 615 | 822 653 | 835 430 |
| Impôts fonciers | 537 508 | 516 015 | 522 935 | 530 276 | 521 662 |
| Assurance-récolte et grêle | 507 226 | 504 539 | 600 910 | 812 616 | 801 190 |
| Assurance commerciale | 673 739 | 693 487 | 732 237 | 758 485 | 790 980 |
| Insémination et vétérinaire | 665 928 | 693 860 | 709 756 | 719 118 | 725 727 |
| Autres* | 3 703 010 | 3 889 614 | 4 122 597 | 4 233 024 | 4 343 152 |
| Amortissement | 4 800 006 | 4 849 085 | 5 011 140 | 5 187 057 | 5 463 198 |
| Dépenses totales | 34 916 477 | 36 033 165 | 38 784 160 | 42 308 205 | 41 349 751 |

Source : Statistique Canada, no. 21-012-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2010.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : L'actif agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant l'actif agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-016-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Dette agricole et Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.4 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC 2009-2010. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA et Graphique B.5 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA). Les données sur la répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, ont été fournies par la LCPA.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée chaque année par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

**Tableaux B.7 et B.8 : Prix moyens des engrais
et des carburants sélectionnés**

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains attenants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.9 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.



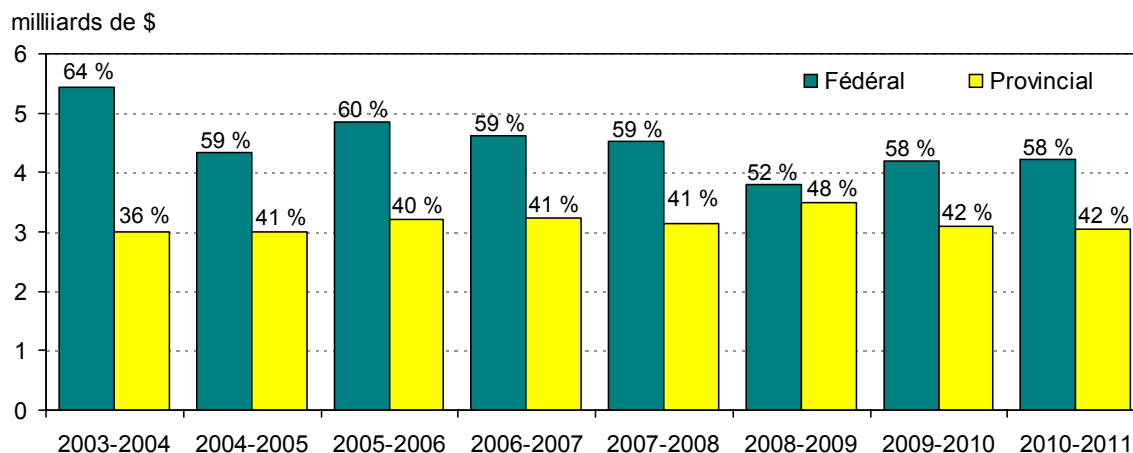
SECTION C

Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

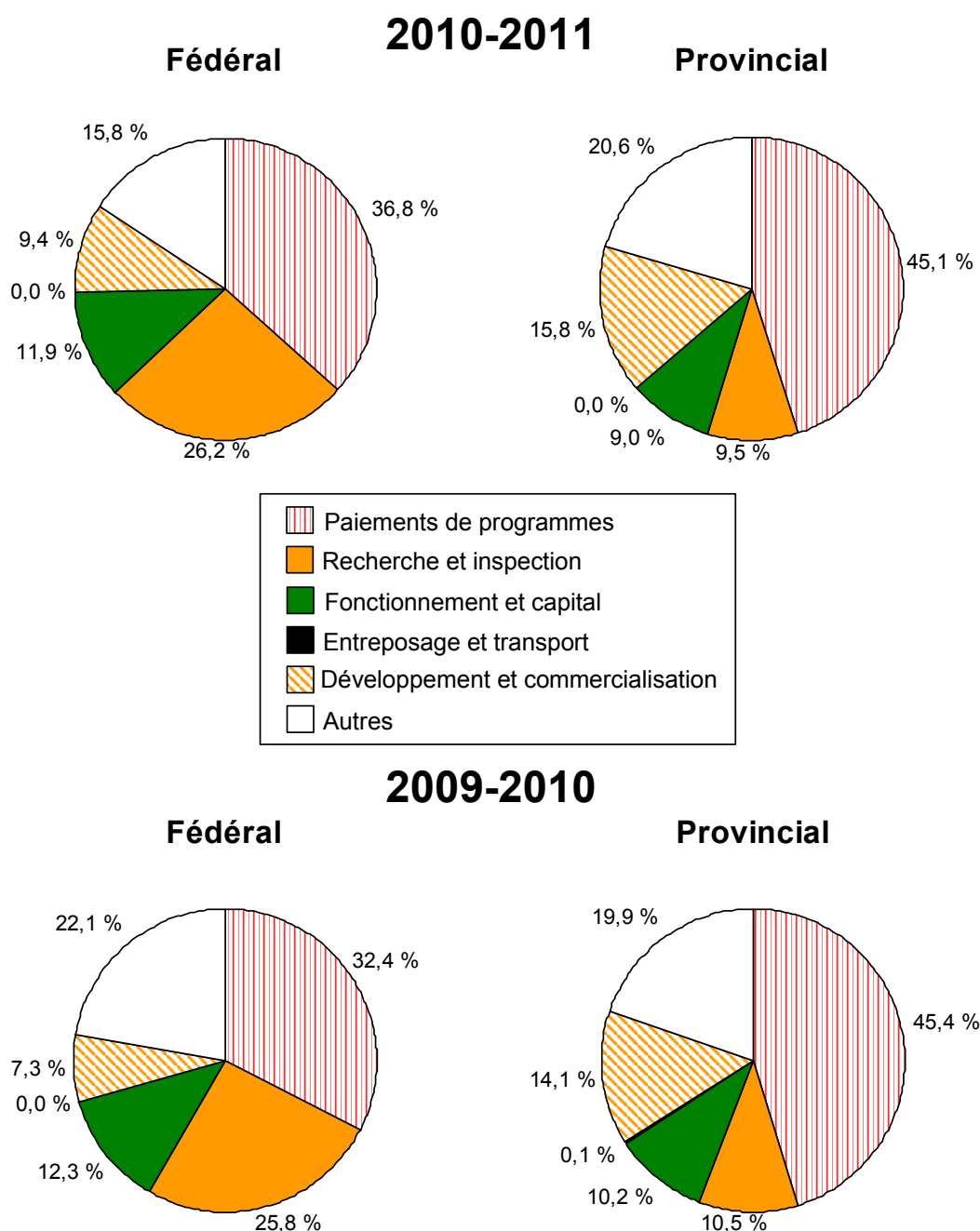
Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2010-2011

| Réparties | | 2003-2004 | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | | (000 \$) | | | | | | | |
| T.-N.-L. | Fédéral | 6 950 | 11 622 | 14 035 | 8 989 | 12 574 | 9 924 | 9 624 | 8 401 |
| | Provincial | 14 229 | 10 713 | 14 872 | 15 485 | 18 121 | 17 339 | 22 912 | 25 115 |
| | % Féd. | 32,81 | 52,03 | 48,55 | 36,73 | 40,96 | 36,40 | 29,58 | 25,06 |
| Î.-P.-É. | Fédéral | 40 396 | 46 280 | 31 086 | 40 817 | 37 581 | 43 060 | 25 609 | 37 021 |
| | Provincial | 34 463 | 38 770 | 31 852 | 28 268 | 43 137 | 33 417 | 31 527 | 32 027 |
| | % Féd. | 53,96 | 54,42 | 49,39 | 59,08 | 46,56 | 56,30 | 44,82 | 53,62 |
| N.-É. | Fédéral | 41 195 | 34 938 | 35 587 | 40 916 | 39 245 | 29 215 | 44 381 | 39 068 |
| | Provincial | 42 934 | 49 037 | 47 333 | 45 628 | 66 064 | 56 776 | 61 594 | 55 004 |
| | % Féd. | 48,97 | 41,61 | 42,92 | 47,28 | 37,27 | 33,97 | 41,88 | 41,53 |
| N.-B. | Fédéral | 48 112 | 45 854 | 33 109 | 46 819 | 53 804 | 32 930 | 36 284 | 41 574 |
| | Provincial | 23 096 | 31 962 | 26 574 | 25 667 | 30 480 | 33 099 | 28 062 | 29 726 |
| | % Féd. | 67,57 | 58,93 | 55,47 | 64,59 | 63,84 | 49,87 | 56,39 | 58,31 |
| Qc | Fédéral | 589 534 | 523 602 | 537 417 | 529 269 | 650 558 | 339 703 | 499 736 | 537 884 |
| | Provincial | 704 003 | 708 706 | 818 077 | 905 053 | 911 966 | 1 034 066 | 1 002 689 | 978 834 |
| | % Féd. | 45,58 | 42,49 | 39,65 | 36,90 | 41,64 | 24,73 | 33,26 | 35,46 |
| Ont. | Fédéral | 845 350 | 668 650 | 796 385 | 762 065 | 903 845 | 878 700 | 713 162 | 714 630 |
| | Provincial | 455 240 | 579 508 | 540 901 | 513 204 | 719 405 | 455 428 | 471 936 | 471 523 |
| | % Féd. | 65,00 | 53,57 | 59,55 | 59,76 | 55,68 | 65,86 | 60,18 | 60,25 |
| Man. | Fédéral | 512 982 | 469 310 | 604 275 | 519 005 | 552 679 | 312 068 | 405 255 | 453 946 |
| | Provincial | 273 550 | 204 798 | 300 319 | 248 121 | 290 031 | 274 962 | 270 547 | 264 111 |
| | % Féd. | 65,22 | 69,62 | 66,80 | 67,66 | 65,58 | 53,16 | 59,97 | 63,22 |
| Sask. | Fédéral | 1 272 169 | 986 886 | 1 147 828 | 1 073 796 | 865 976 | 645 144 | 718 899 | 824 705 |
| | Provincial | 427 519 | 458 874 | 489 963 | 421 240 | 331 289 | 438 325 | 373 183 | 373 662 |
| | % Féd. | 74,85 | 68,26 | 70,08 | 71,82 | 72,33 | 59,54 | 65,83 | 68,82 |
| Alb. | Fédéral | 1 492 378 | 891 659 | 1 054 875 | 924 598 | 751 748 | 730 877 | 656 330 | 737 957 |
| | Provincial | 975 929 | 826 089 | 868 557 | 967 859 | 640 895 | 1 065 952 | 756 284 | 748 403 |
| | % Féd. | 60,46 | 51,91 | 54,84 | 48,86 | 53,98 | 40,68 | 46,46 | 49,65 |
| C.-B. | Fédéral | 198 637 | 238 122 | 160 720 | 201 867 | 215 861 | 150 206 | 143 410 | 166 005 |
| | Provincial | 61 784 | 80 408 | 61 992 | 73 889 | 100 947 | 81 747 | 78 259 | 62 138 |
| | % Féd. | 76,28 | 74,76 | 72,16 | 73,21 | 68,14 | 64,76 | 64,70 | 72,76 |
| Autres | Fédéral | 392 882 | 422 035 | 437 051 | 473 870 | 434 822 | 619 301 | 941 134 | 667 218 |
| | Provincial | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | % Féd. | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Canada | Fédéral | 5 440 586 | 4 338 960 | 4 852 368 | 4 622 011 | 4 518 694 | 3 791 127 | 4 193 824 | 4 228 408 |
| | Provincial | 3 012 749 | 2 988 865 | 3 200 440 | 3 244 414 | 3 152 336 | 3 491 110 | 3 096 993 | 3 040 544 |
| | % Féd. | 64,36 | 59,21 | 60,26 | 58,76 | 58,91 | 52,06 | 57,52 | 58,17 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2010-2011

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance production et l'aide au financement.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Entreposage et transport. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| CANADA | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 761 963 | 807 663 | 808 226 | 825 377 | 1 560 470 | 1 501 720 | 1 629 730 | 1 570 083 |
| B. Dépenses de capital | 82 378 | 108 309 | 90 961 | 96 716 | 54 825 | 58 649 | 92 127 | 90 608 |
| C. Dépenses de programmes | 2 203 992 | 2 508 575 | 2 072 054 | 1 992 286 | 3 087 761 | 2 402 657 | 2 647 859 | 2 745 102 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 1 142 634 | 1 518 469 | 1 052 722 | 962 903 | 1 200 399 | 528 505 | 651 997 | 770 095 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 95 785 | 48 331 | 30 236 | 88 601 | 449 750 | 352 311 | 48 752 | 251 316 |
| c.3 Assurance production | 270 081 | 365 672 | 378 029 | 383 162 | 344 611 | 493 243 | 435 234 | 391 171 |
| c.4 Aide au financement | 74 822 | 63 000 | 64 867 | 61 609 | 60 578 | 35 148 | 281 887 | 207 642 |
| c.5 Entreposage et transport | 2 189 | 1 950 | 2 502 | 1 445 | - | 6 120 | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 20 265 | 28 857 | 29 958 | 27 207 | 833 | 642 | 456 | 864 |
| c.7 Recherche | 168 594 | 108 936 | 127 811 | 101 530 | 78 846 | 22 038 | 37 015 | 81 206 |
| c.8 Inspection des aliments | 69 336 | 37 310 | 47 110 | 42 937 | 97 521 | 72 847 | 57 064 | 91 707 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | 432 435 | 618 528 | 939 379 | 667 143 |
| c.10 Marketing et commercialisation | 46 219 | 31 321 | 49 690 | 38 115 | 74 592 | 48 902 | 66 398 | 60 902 |
| c.11 Développement rural et régional | 84 375 | 66 268 | 55 558 | 62 393 | 72 707 | 85 543 | 68 174 | 126 430 |
| c.12 Environnement | 51 659 | 62 812 | 57 263 | 51 141 | 201 134 | 97 826 | 35 586 | 70 508 |
| c.13 Enseignement | 144 236 | 136 969 | 134 546 | 133 794 | 167 | 78 | 51 | 55 |
| c.14 Vulgarisation | 33 797 | 38 680 | 41 763 | 37 450 | 74 189 | 40 927 | 25 865 | 26 060 |
| D. Dépenses fiscales | 387 284 | 379 393 | 394 050 | 405 064 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 3 435 617 | 3 803 939 | 3 365 291 | 3 319 443 | 4 703 055 | 3 963 027 | 4 369 716 | 4 405 792 |
| Recouvrements | (283 281) | (312 829) | (268 298) | (278 899) | (184 362) | (171 900) | (175 893) | (177 385) |
| Total, dépenses nettes | 3 152 336 | 3 491 110 | 3 096 993 | 3 040 544 | 4 518 694 | 3 791 127 | 4 193 824 | 4 228 408 |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 8 516 | 8 856 | 10 295 | 10 225 | 4 297 | 4 176 | 4 533 | 4 218 |
| B. Dépenses de capital | 2 037 | 1 636 | 2 800 | 3 176 | 157 | 161 | 250 | 246 |
| C. Dépenses de programmes | 7 568 | 6 847 | 9 817 | 11 714 | 8 648 | 6 076 | 5 318 | 4 418 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 79 | 261 | 239 | 313 | 416 | 480 | 336 | 341 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 2 090 | 2 133 | 4 075 | 6 089 | 181 | (1) | 945 | 561 |
| c.3 Assurance production | 29 | 27 | 35 | 32 | 43 | 38 | 53 | 47 |
| c.4 Aide au financement | - | - | - | - | 1 | 14 | 4 | 82 |
| c.5 Entreposage et transport | 384 | 173 | - | 250 | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | - | - | - | - | 3 | - | - | 2 |
| c.7 Recherche | 595 | 277 | 483 | 582 | 2 143 | 474 | 427 | 217 |
| c.8 Inspection des aliments | 50 | 483 | 1 727 | 562 | 272 | 323 | 618 | 155 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 2 636 | 1 578 | 1 407 | 1 849 | 552 | 363 | 589 | 153 |
| c.11 Développement rural et régional | 394 | 440 | 429 | 421 | 3 315 | 3 570 | 2 016 | 2 598 |
| c.12 Environnement | 387 | 180 | 140 | 237 | 1 547 | 652 | 283 | 191 |
| c.13 Enseignement | 724 | 1 155 | 1 142 | 1 239 | 101 | 78 | 1 | 0 |
| c.14 Vulgarisation | 200 | 141 | 140 | 140 | 72 | 85 | 48 | 71 |
| D. Dépenses fiscales | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 18 121 | 17 339 | 22 912 | 25 115 | 13 103 | 10 413 | 10 101 | 8 882 |
| Recouvrements | - | - | - | - | (529) | (488) | (477) | (481) |
| Total, dépenses nettes | 18 121 | 17 339 | 22 912 | 25 115 | 12 574 | 9 924 | 9 624 | 8 401 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Données préliminaires : chiffres fondés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres fondés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 7 949 | 7 561 | 9 689 | 8 205 | 15 441 | 14 439 | 14 675 | 14 463 |
| B. Dépenses de capital | 141 | 141 | 500 | 81 | 554 | 561 | 834 | 821 |
| C. Dépenses de programmes | 33 079 | 23 746 | 22 329 | 23 342 | 23 451 | 29 740 | 11 693 | 23 345 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 4 580 | 3 748 | 5 091 | 4 804 | 4 442 | 11 806 | (3 609) | 4 420 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 3 581 | 6 133 | 1 068 | 958 | 4 337 | 7 799 | 189 | 1 965 |
| c.3 Assurance production | 3 098 | 3 960 | 5 013 | 6 300 | 3 459 | 4 185 | 6 204 | 5 576 |
| c.4 Aide au financement | 6 808 | 1 359 | 930 | 636 | 1 893 | 497 | 571 | 4 666 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | 400 | 400 | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | - | 8 | 10 | 28 | - | - | 2 | 8 |
| c.7 Recherche | 2 391 | 2 516 | 1 904 | 1 769 | 485 | 61 | 79 | 725 |
| c.8 Inspection des aliments | 2 899 | 508 | 1 172 | 327 | 1 556 | 370 | 558 | 669 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 5 542 | 1 301 | 938 | 1 333 | 203 | 235 | 814 | 522 |
| c.11 Développement rural et régional | - | - | - | - | 4 031 | 2 824 | 5 190 | 3 919 |
| c.12 Environnement | 23 | 175 | 1 247 | 1 570 | 2 252 | 1 437 | 1 257 | 639 |
| c.13 Enseignement | 3 787 | 3 119 | 4 172 | 4 256 | - | - | 1 | 1 |
| c.14 Vulgarisation | 371 | 921 | 384 | 961 | 793 | 528 | 437 | 236 |
| D. Dépenses fiscales | 1 968 | 1 968 | 1 968 | 1 968 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 43 137 | 33 417 | 34 487 | 33 597 | 39 446 | 44 741 | 27 202 | 38 628 |
| Recouvrements | - | - | (2 960) | (1 569) | (1 865) | (1 681) | (1 593) | (1 607) |
| Total, dépenses nettes | 43 137 | 33 417 | 31 527 | 32 027 | 37 581 | 43 060 | 25 609 | 37 021 |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 13 923 | 15 794 | 15 201 | 14 690 | 19 458 | 18 047 | 17 067 | 16 935 |
| B. Dépenses de capital | 786 | 697 | 586 | 548 | 708 | 711 | 1 026 | 1 009 |
| C. Dépenses de programmes | 50 066 | 38 952 | 44 485 | 40 651 | 21 461 | 12 566 | 28 246 | 23 099 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 3 471 | 2 315 | 4 166 | 3 056 | 5 207 | 1 689 | 11 722 | 10 502 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 520 | 235 | 1 089 | 244 | 2 975 | 402 | 921 | 2 345 |
| c.3 Assurance production | 279 | 297 | 496 | 591 | 438 | 277 | 709 | 637 |
| c.4 Aide au financement | 15 544 | 5 325 | 6 146 | 3 600 | 164 | 42 | 32 | 580 |
| c.5 Entreposage et transport | 434 | 695 | 1 115 | 750 | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | - | - | - | - | 19 | - | 14 | 10 |
| c.7 Recherche | 1 131 | 1 123 | 1 196 | 1 000 | 2 043 | 1 135 | 1 067 | 1 919 |
| c.8 Inspection des aliments | 4 734 | 3 790 | 5 090 | 3 998 | 1 254 | 2 006 | 2 860 | 720 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 4 803 | 3 924 | 3 589 | 4 074 | 1 151 | 1 210 | 835 | 642 |
| c.11 Développement rural et régional | 150 | - | - | - | 3 971 | 3 136 | 8 289 | 4 668 |
| c.12 Environnement | 1 006 | 3 167 | 2 645 | 2 584 | 3 328 | 1 807 | 1 325 | 785 |
| c.13 Enseignement | 15 476 | 15 668 | 16 663 | 18 278 | - | - | 1 | 1 |
| c.14 Vulgarisation | 2 518 | 2 413 | 2 290 | 2 477 | 911 | 862 | 471 | 290 |
| D. Dépenses fiscales | 1 290 | 1 333 | 1 322 | 1 315 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 66 064 | 56 776 | 61 594 | 57 204 | 41 627 | 31 325 | 46 339 | 41 043 |
| Recouvrements | - | - | - | (2 200) | (2 382) | (2 110) | (1 958) | (1 975) |
| Total, dépenses nettes | 66 064 | 56 776 | 61 594 | 55 004 | 39 245 | 29 215 | 44 381 | 39 068 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Données préliminaires : chiffres fondés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres fondés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 12 722 | 12 892 | 12 992 | 12 542 | 18 393 | 17 165 | 17 526 | 17 331 |
| B. Dépenses de capital | 695 | 2 625 | 933 | 664 | 668 | 674 | 1 014 | 997 |
| C. Dépenses de programmes | 15 179 | 15 726 | 12 298 | 14 560 | 36 989 | 17 100 | 19 680 | 25 198 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 6 423 | 6 597 | 3 386 | 6 470 | 18 740 | 3 973 | 2 741 | 8 064 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 758 | 1 907 | 2 553 | 2 350 | 3 943 | 425 | 264 | 2 348 |
| c.3 Assurance production | 1 535 | 1 727 | 1 803 | 1 848 | 2 301 | 2 584 | 2 702 | 2 428 |
| c.4 Aide au financement | - | 424 | 25 | - | 1 011 | 474 | 440 | 3 136 |
| c.5 Entreposage et transport | 1 158 | - | 132 | - | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 3 | 3 | 8 | - | 12 | - | - | 10 |
| c.7 Recherche | 0 | 505 | 655 | 700 | 2 144 | 656 | 1 859 | 882 |
| c.8 Inspection des aliments | 183 | 202 | 266 | 264 | 563 | 1 829 | 655 | 774 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 1 934 | 1 302 | 301 | 300 | 193 | 309 | 1 152 | 632 |
| c.11 Développement rural et régional | - | 28 | - | - | 5 891 | 5 502 | 8 218 | 5 862 |
| c.12 Environnement | 1 159 | 896 | 1 126 | 635 | 1 916 | 1 050 | 1 443 | 776 |
| c.13 Enseignement | 1 590 | 1 470 | 1 636 | 1 699 | - | - | 1 | 1 |
| c.14 Vulgarisation | 437 | 666 | 405 | 294 | 274 | 297 | 205 | 287 |
| D. Dépenses fiscales | 1 934 | 1 883 | 2 081 | 2 163 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 30 530 | 33 126 | 28 305 | 29 928 | 56 049 | 34 938 | 38 220 | 43 526 |
| Recouvrements | (50) | (28) | (243) | (203) | (2 245) | (2 009) | (1 936) | (1 952) |
| Total, dépenses nettes | 30 480 | 33 099 | 28 062 | 29 726 | 53 804 | 32 930 | 36 284 | 41 574 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 250 284 | 207 709 | 208 215 | 204 663 | 258 897 | 229 798 | 249 088 | 243 203 |
| B. Dépenses de capital | 10 761 | 12 353 | 12 783 | 13 653 | 8 946 | 9 080 | 14 247 | 14 012 |
| C. Dépenses de programmes | 607 732 | 772 436 | 738 829 | 714 754 | 412 799 | 128 101 | 263 601 | 308 100 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 420 096 | 577 874 | 543 338 | 526 240 | 262 199 | 34 693 | 126 580 | 128 013 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 20 862 | 4 998 | 3 744 | 3 283 | 50 127 | 6 696 | 3 338 | 38 279 |
| c.3 Assurance production | 17 308 | 17 107 | 19 237 | 19 938 | 24 964 | 24 036 | 25 713 | 23 110 |
| c.4 Aide au financement | 34 239 | 36 578 | 28 678 | 30 348 | 4 919 | 5 952 | 62 375 | 41 264 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 2 761 | 15 823 | 15 644 | 12 086 | 753 | 641 | 350 | 134 |
| c.7 Recherche | 14 614 | 16 795 | 22 694 | 18 618 | 1 304 | 2 714 | 5 412 | 12 387 |
| c.8 Inspection des aliments | 16 740 | 18 023 | 17 069 | 19 328 | 19 874 | 10 280 | 3 240 | 19 153 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 12 101 | 13 835 | 16 539 | 17 795 | 4 859 | 6 798 | 8 569 | 9 062 |
| c.11 Développement rural et régional | 3 074 | 3 939 | 3 167 | 3 747 | 13 586 | 12 275 | 11 847 | 21 757 |
| c.12 Environnement | 32 310 | 30 213 | 26 593 | 24 637 | 16 338 | 12 839 | 11 744 | 10 903 |
| c.13 Enseignement | 24 310 | 23 786 | 22 854 | 23 029 | - | - | 11 | 9 |
| c.14 Vulgarisation | 9 315 | 13 465 | 19 271 | 15 705 | 13 876 | 11 176 | 4 421 | 4 030 |
| D. Dépenses fiscales | 43 189 | 41 569 | 42 862 | 45 764 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 911 966 | 1 034 066 | 1 002 689 | 978 834 | 680 643 | 366 978 | 526 936 | 565 315 |
| Recouvrements | - | - | - | - | (30 084) | (27 276) | (27 200) | (27 431) |
| Total, dépenses nettes | 911 966 | 1 034 066 | 1 002 689 | 978 834 | 650 558 | 339 703 | 499 736 | 537 884 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Données préliminaires : chiffres fondés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres fondés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 137 922 | 201 087 | 197 164 | 213 634 | 376 893 | 348 816 | 367 346 | 356 578 |
| B. Dépenses de capital | 3 742 | 18 750 | 5 669 | 17 792 | 13 658 | 13 741 | 21 211 | 20 861 |
| C. Dépenses de programmes | 610 360 | 273 088 | 278 558 | 264 155 | 559 222 | 556 988 | 365 102 | 378 030 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 324 929 | 136 839 | 135 383 | 129 524 | 286 225 | 115 524 | 128 214 | 149 910 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 62 204 | 7 788 | 8 045 | 11 935 | 94 527 | 302 930 | 24 607 | 63 325 |
| c.3 Assurance production | 31 258 | 33 939 | 34 183 | 30 500 | 49 893 | 48 496 | 48 459 | 43 553 |
| c.4 Aide au financement | 476 | 145 | 3 863 | 32 | 5 603 | 4 294 | 101 800 | 20 912 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 6 699 | 2 306 | 3 585 | 4 365 | 31 | 1 | 31 | 199 |
| c.7 Recherche | 97 777 | 50 184 | 46 824 | 45 623 | 23 327 | 8 059 | 11 031 | 18 443 |
| c.8 Inspection des aliments | 39 359 | 11 491 | 13 455 | 12 756 | 26 493 | 15 534 | 7 428 | 21 787 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 3 124 | 5 326 | 8 597 | 11 339 | 6 168 | 6 385 | 15 916 | 13 612 |
| c.11 Développement rural et régional | 30 500 | 5 911 | 7 271 | 5 500 | 11 263 | 28 654 | 13 715 | 24 045 |
| c.12 Environnement | 4 609 | 7 519 | 6 897 | 3 006 | 42 166 | 19 306 | 9 604 | 16 233 |
| c.13 Enseignement | 8 200 | 5 200 | 5 200 | 5 200 | - | - | 9 | 13 |
| c.14 Vulgarisation | 1 225 | 6 440 | 5 255 | 4 375 | 13 527 | 7 805 | 4 290 | 6 000 |
| D. Dépenses fiscales | 33 906 | 38 717 | 40 010 | 40 010 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 785 930 | 531 642 | 521 400 | 535 591 | 949 773 | 919 545 | 753 659 | 755 470 |
| Recouvrements | (66 524) | (76 214) | (49 465) | (64 068) | (45 928) | (40 846) | (40 497) | (40 840) |
| Total, dépenses nettes | 719 405 | 455 428 | 471 936 | 471 523 | 903 845 | 878 700 | 713 162 | 714 630 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 51 002 | 51 719 | 60 159 | 59 751 | 156 696 | 155 876 | 174 255 | 166 697 |
| B. Dépenses de capital | 4 966 | 8 124 | 7 707 | 8 753 | 5 480 | 5 698 | 9 850 | 9 687 |
| C. Dépenses de programmes | 170 931 | 155 295 | 134 614 | 128 644 | 408 931 | 168 102 | 239 956 | 296 527 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 104 559 | 67 189 | 53 718 | 48 296 | 197 755 | 34 224 | 109 496 | 126 138 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 1 696 | 6 465 | 1 147 | 1 368 | 61 318 | 17 279 | 6 224 | 29 433 |
| c.3 Assurance production | 36 781 | 47 685 | 45 660 | 43 485 | 56 359 | 73 149 | 67 162 | 60 362 |
| c.4 Aide au financement | 588 | 4 938 | 833 | 822 | 8 821 | 6 113 | 27 107 | 28 219 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | 6 120 | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 43 | 43 | 44 | 44 | 6 | - | 45 | 92 |
| c.7 Recherche | 1 201 | 2 044 | 3 490 | 1 115 | 18 924 | 1 899 | 4 461 | 8 564 |
| c.8 Inspection des aliments | 2 768 | 2 043 | 2 880 | 2 740 | 5 733 | 5 532 | 6 426 | 14 785 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 1 585 | 1 753 | 1 776 | 1 020 | 9 577 | 5 046 | 10 302 | 6 364 |
| c.11 Développement rural et régional | 11 251 | 11 497 | 14 243 | 12 439 | 8 607 | 5 007 | 4 115 | 12 238 |
| c.12 Environnement | 1 961 | 3 374 | 2 351 | 7 951 | 35 640 | 10 770 | 2 113 | 7 538 |
| c.13 Enseignement | 8 140 | 7 868 | 8 103 | 9 032 | - | - | 4 | 6 |
| c.14 Vulgarisation | 360 | 397 | 369 | 332 | 6 192 | 2 964 | 2 501 | 2 786 |
| D. Dépenses fiscales | 66 959 | 63 155 | 71 923 | 73 541 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 293 859 | 278 294 | 274 404 | 270 688 | 571 107 | 329 676 | 424 060 | 472 911 |
| Recouvrements | (3 827) | (3 332) | (3 857) | (6 577) | (18 428) | (17 607) | (18 805) | (18 965) |
| Total, dépenses nettes | 290 031 | 274 962 | 270 547 | 264 111 | 552 679 | 312 068 | 405 255 | 453 946 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Données préliminaires : chiffres fondés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres fondés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 45,225 | 61,406 | 52,194 | 43,457 | 274,874 | 296,054 | 343,303 | 323,721 |
| B. Dépenses de capital | 2,911 | 3,672 | 3,276 | 2,468 | 9,279 | 10,068 | 18,790 | 18,480 |
| C. Dépenses de programmes | 266,761 | 392,513 | 332,180 | 328,398 | 613,027 | 371,602 | 392,681 | 518,682 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 115,798 | 182,099 | 131,432 | 140,312 | 230,560 | 101,738 | 96,632 | 165,767 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 54 | 3,282 | 1,002 | 2,028 | 126,409 | 2,659 | 2,316 | 50,264 |
| c.3 Assurance production | 74,006 | 113,932 | 111,071 | 97,549 | 111,508 | 171,476 | 163,128 | 146,613 |
| c.4 Aide au financement | 15,132 | 12,994 | 16,534 | 15,768 | 26,125 | 11,886 | 84,718 | 70,737 |
| c.5 Entreposage et transport | 213 | 1,082 | 855 | 45 | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 144 | 94 | 66 | 85 | - | - | 12 | 176 |
| c.7 Recherche | 13,839 | 15,593 | 19,259 | 19,640 | 8,756 | 2,962 | 6,709 | 16,338 |
| c.8 Inspection des aliments | 3,168 | 2,474 | 5,083 | 3,110 | 8,559 | 12,037 | 13,551 | 13,957 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 3,966 | 1,765 | 2,341 | 172 | 28,695 | 15,209 | 10,081 | 12,240 |
| c.11 Développement rural et régional | 36,049 | 41,778 | 28,997 | 38,837 | 9,693 | 12,312 | 6,143 | 22,885 |
| c.12 Environnement | 3,278 | 16,508 | 14,966 | 10,321 | 39,090 | 32,720 | 4,145 | 14,381 |
| c.13 Enseignement | 291 | 389 | - | - | 66 | - | 7 | 11 |
| c.14 Vulgarisation | 822 | 525 | 574 | 532 | 23,565 | 8,603 | 5,240 | 5,315 |
| D. Dépenses fiscales | 128,623 | 129,984 | 126,314 | 133,428 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 443,520 | 587,575 | 513,964 | 507,750 | 897,179 | 677,724 | 754,774 | 860,884 |
| Recouvrements | (112,231) | (149,250) | (140,781) | (134,087) | (31,204) | (32,580) | (35,875) | (36,179) |
| Total, dépenses nettes | 331,289 | 438,325 | 373,183 | 373,662 | 865,976 | 645,144 | 718,899 | 824,705 |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 197,733 | 206,462 | 211,478 | 227,300 | 334,744 | 323,922 | 348,249 | 334,437 |
| B. Dépenses de capital | 47,495 | 57,018 | 56,171 | 48,868 | 11,670 | 14,259 | 19,502 | 19,180 |
| C. Dépenses de programmes | 393,828 | 792,628 | 458,988 | 442,485 | 444,577 | 429,126 | 325,813 | 421,889 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 137,692 | 515,456 | 147,537 | 84,909 | 139,540 | 203,405 | 160,594 | 148,026 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 3,995 | 14,025 | 6,812 | 59,735 | 87,320 | 12,078 | 4,356 | 50,589 |
| c.3 Assurance production | 97,589 | 139,998 | 153,531 | 178,890 | 87,300 | 157,613 | 109,698 | 98,592 |
| c.4 Aide au financement | 2,035 | 1,237 | 7,191 | 10,403 | 11,732 | 5,370 | 4,410 | 35,001 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 10,590 | 10,580 | 10,600 | 10,600 | - | - | - | 183 |
| c.7 Recherche | 36,969 | 19,504 | 30,301 | 12,463 | 19,517 | 3,227 | 4,423 | 16,957 |
| c.8 Inspection des aliments | (5,055) | (3,878) | - | - | 21,059 | 9,339 | 14,964 | 15,718 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 494 | 387 | 12,504 | 226 | 21,369 | 10,937 | 15,038 | 14,206 |
| c.11 Développement rural et régional | 2,950 | 2,675 | 1,450 | 1,450 | 7,380 | 8,429 | 6,159 | 22,164 |
| c.12 Environnement | 6,675 | 780 | 1,298 | 200 | 36,034 | 11,520 | 97 | 14,926 |
| c.13 Enseignement | 81,718 | 78,306 | 74,775 | 71,063 | - | - | 10 | 12 |
| c.14 Vulgarisation | 18,176 | 13,557 | 12,988 | 12,546 | 13,326 | 7,209 | 6,063 | 5,517 |
| D. Dépenses fiscales | 102,488 | 93,849 | 100,640 | 99,945 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 741,544 | 1,149,957 | 827,277 | 818,598 | 790,991 | 767,307 | 693,564 | 775,507 |
| Recouvrements | (100,649) | (84,005) | (70,993) | (70,195) | (39,244) | (36,430) | (37,234) | (37,550) |
| Total, dépenses nettes | 640,895 | 1,065,952 | 756,284 | 748,403 | 751,748 | 730,877 | 656,330 | 737,957 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Données préliminaires : chiffres fondés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres fondés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|---|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | (000 \$) | | | | | | | |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| A. Dépenses de fonctionnement | 36 687 | 34 178 | 30 838 | 30 911 | 100 776 | 93 427 | 93 619 | 92 500 |
| B. Dépenses de capital | 8 846 | 3 292 | 535 | 714 | 3 704 | 3 695 | 5 404 | 5 315 |
| C. Dépenses de programmes | 48 487 | 37 344 | 39 956 | 23 584 | 123 836 | 63 956 | 54 704 | 78 595 |
| c.1 Soutien et stabilisation du revenu | 25 007 | 26 092 | 28 431 | 18 980 | 55 049 | 21 013 | 19 293 | 28 915 |
| c.2 Aide spéciale et réduction de coûts | 25 | 1 366 | 701 | 610 | 18 603 | 2 043 | 5 593 | 12 210 |
| c.3 Assurance production | 8 200 | 7 000 | 7 000 | 4 029 | 8 347 | 11 389 | 11 409 | 10 254 |
| c.4 Aide au financement | - | - | 667 | - | 309 | 506 | 430 | 3 043 |
| c.5 Entreposage et transport | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.6 Sociaux et main-d'oeuvre | 25 | - | - | - | 9 | - | - | 51 |
| c.7 Recherche | 76 | 395 | 1 005 | 19 | 142 | 830 | 1 466 | 4 699 |
| c.8 Inspection des aliments | 4 490 | 2 175 | 368 | (148) | 12 156 | 15 592 | 6 649 | 3 989 |
| c.9 Aide alimentaire | - | - | - | - | - | - | - | - |
| c.10 Marketing et commercialisation | 10 034 | 151 | 1 697 | 8 | 1 506 | 2 411 | 2 757 | 3 471 |
| c.11 Développement rural et régional | 7 | - | - | - | 3 304 | 3 099 | 2 215 | 6 297 |
| c.12 Environnement | 251 | - | - | - | 22 757 | 5 673 | 3 368 | 4 136 |
| c.13 Enseignement | - | 8 | - | - | - | - | 3 | 3 |
| c.14 Vulgarisation | 373 | 157 | 87 | 87 | 1 654 | 1 400 | 1 522 | 1 529 |
| D. Dépenses fiscales | 6 926 | 6 933 | 6 929 | 6 930 | - | - | - | - |
| Total partiel, dépenses brutes | 100 947 | 81 747 | 78 259 | 62 138 | 228 316 | 161 079 | 153 727 | 176 410 |
| Recouvrements | - | - | - | - | (12 455) | (10 873) | (10 317) | (10 405) |
| Total, dépenses nettes | 100 947 | 81 747 | 78 259 | 62 138 | 215 861 | 150 206 | 143 410 | 166 005 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Données préliminaires : chiffres fondés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres fondés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|--------------------------------|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | | | | | | | | |
| CANADA | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 14 306 | 18 224 | 16 985 | 15 703 | 257 305 | 240 637 | 275 759 | 265 417 |
| - capital | 5 424 | 5 725 | 5 537 | 12 684 | 11 652 | 11 943 | 11 582 | 14 904 |
| - programme | 168 594 | 108 936 | 127 811 | 101 530 | 78 846 | 22 038 | 37 015 | 81 206 |
| Total, Recherche | 188 324 | 132 885 | 150 333 | 129 917 | 347 803 | 274 618 | 324 356 | 361 527 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 147 493 | 151 686 | 151 489 | 138 612 | 680 268 | 634 811 | 712 037 | 659 699 |
| - capital | 9 258 | 6 444 | 2 866 | 3 685 | 22 322 | 26 058 | 34 978 | 39 659 |
| - programme | 69 336 | 37 310 | 47 110 | 42 937 | 97 521 | 72 847 | 57 064 | 91 707 |
| Total, Inspection | 226 087 | 195 440 | 201 465 | 185 234 | 800 111 | 733 716 | 804 079 | 791 065 |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | 635 | 822 | 1 014 | 738 | 684 | 766 | 720 |
| - capital | 3 | 269 | 12 | 77 | 33 | 34 | 31 | 40 |
| - programme | 595 | 277 | 483 | 582 | 2 143 | 474 | 427 | 217 |
| Total, Recherche | 598 | 1 181 | 1 317 | 1 673 | 2 914 | 1 193 | 1 224 | 977 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 1 792 | 2 037 | 2 267 | 2 547 | 1 860 | 1 702 | 1 878 | 1 789 |
| - capital | 64 | 160 | 28 | 12 | 64 | 74 | 95 | 108 |
| - programme | 50 | 483 | 1 727 | 562 | 272 | 323 | 618 | 155 |
| Total, Inspection | 1 907 | 2 680 | 4 021 | 3 121 | 2 196 | 2 099 | 2 591 | 2 051 |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | - | - | - | 2 602 | 2 363 | 2 494 | 2 404 |
| - capital | - | - | - | - | 118 | 121 | 105 | 135 |
| - programme | 2 391 | 2 516 | 1 904 | 1 769 | 485 | 61 | 79 | 725 |
| Total, Recherche | 2 391 | 2 516 | 1 904 | 1 769 | 3 205 | 2 544 | 2 677 | 3 264 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 2 079 | 2 292 | 3 019 | 2 326 | 6 588 | 5 896 | 6 155 | 5 975 |
| - capital | 81 | 81 | 500 | 81 | 226 | 255 | 317 | 359 |
| - programme | 2 899 | 508 | 1 172 | 327 | 1 556 | 370 | 558 | 669 |
| Total, Inspection | 5 060 | 2 881 | 4 691 | 2 734 | 8 370 | 6 521 | 7 030 | 7 003 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|------------------------------|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | | | | | | | | |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 26 | 1 | - | - | 3 324 | 2 970 | 3 066 | 2 955 |
| - capital | - | - | - | - | 151 | 154 | 129 | 166 |
| - programme | 1 131 | 1 123 | 1 196 | 1 000 | 2 043 | 1 135 | 1 067 | 1 919 |
| Total, Recherche | 1 157 | 1 124 | 1 196 | 1 000 | 5 517 | 4 259 | 4 261 | 5 040 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 2 407 | 2 529 | 2 474 | 1 777 | 8 387 | 7 364 | 7 536 | 7 345 |
| - capital | - | - | - | - | 288 | 320 | 389 | 442 |
| - programme | 4 734 | 3 790 | 5 090 | 3 998 | 1 254 | 2 006 | 2 860 | 720 |
| Total, Inspection | 7 141 | 6 319 | 7 563 | 5 774 | 9 929 | 9 691 | 10 785 | 8 507 |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 674 | 772 | 586 | 548 | 3 134 | 2 825 | 3 030 | 2 921 |
| - capital | 12 | 34 | 20 | 2 | 142 | 145 | 127 | 164 |
| - programme | 0 | 505 | 655 | 700 | 2 144 | 656 | 1 859 | 882 |
| Total, Recherche | 686 | 1 311 | 1 261 | 1 250 | 5 420 | 3 626 | 5 016 | 3 967 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 3 022 | 2 936 | 3 139 | 2 634 | 7 904 | 7 007 | 7 445 | 7 260 |
| - capital | 74 | 2 061 | 185 | 93 | 272 | 305 | 385 | 436 |
| - programme | 183 | 202 | 266 | 264 | 563 | 1 829 | 655 | 774 |
| Total, Inspection | 3 279 | 5 199 | 3 591 | 2 991 | 8 739 | 9 141 | 8 485 | 8 470 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 5 206 | 4 770 | 4 153 | 3 915 | 41 987 | 38 300 | 42 577 | 41 044 |
| - capital | - | - | - | - | 1 901 | 1 949 | 1 791 | 2 305 |
| - programme | 14 614 | 16 795 | 22 694 | 18 618 | 1 304 | 2 714 | 5 412 | 12 387 |
| Total, Recherche | 19 820 | 21 565 | 26 847 | 22 533 | 45 192 | 42 964 | 49 780 | 55 736 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 35 809 | 38 223 | 38 107 | 37 380 | 107 658 | 97 125 | 106 455 | 102 016 |
| - capital | - | - | 1 041 | 1 991 | 3 643 | 4 135 | 5 409 | 6 133 |
| - programme | 16 740 | 18 023 | 17 069 | 19 328 | 19 874 | 10 280 | 3 240 | 19 153 |
| Total, Inspection | 52 550 | 56 245 | 56 217 | 58 699 | 131 174 | 111 539 | 115 103 | 127 302 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|------------------------------|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | | | | | | | | |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | 2 380 | 2 565 | 2 887 | 64 099 | 57 479 | 63 713 | 61 108 |
| - capital | 3 742 | 4 250 | 5 150 | 12 250 | 2 903 | 2 975 | 2 667 | 3 431 |
| - programme | 97 777 | 50 184 | 46 824 | 45 623 | 23 327 | 8 059 | 11 031 | 18 443 |
| Total, Recherche | 101 519 | 56 814 | 54 539 | 60 759 | 90 329 | 68 513 | 77 410 | 82 982 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 33 923 | 36 893 | 36 225 | 38 713 | 166 834 | 147 977 | 161 139 | 151 886 |
| - capital | - | 500 | 500 | 500 | 5 561 | 6 192 | 8 053 | 9 131 |
| - programme | 39 359 | 11 491 | 13 455 | 12 756 | 26 493 | 15 534 | 7 428 | 21 787 |
| Total, Inspection | 73 282 | 48 884 | 50 179 | 51 969 | 198 888 | 169 702 | 176 619 | 182 804 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | - | - | - | 25 719 | 24 583 | 29 524 | 28 377 |
| - capital | - | - | - | - | 1 165 | 1 194 | 1 238 | 1 593 |
| - programme | 1 201 | 2 044 | 3 490 | 1 115 | 18 924 | 1 899 | 4 461 | 8 564 |
| Total, Recherche | 1 201 | 2 044 | 3 490 | 1 115 | 45 807 | 27 676 | 35 224 | 38 535 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 8 901 | 8 431 | 11 348 | 11 521 | 69 333 | 66 574 | 77 738 | 70 531 |
| - capital | 200 | 200 | 200 | 180 | 2 231 | 2 669 | 3 740 | 4 240 |
| - programme | 2 768 | 2 043 | 2 880 | 2 740 | 5 733 | 5 532 | 6 426 | 14 785 |
| Total, Inspection | 11 869 | 10 674 | 14 428 | 14 441 | 77 298 | 74 775 | 87 903 | 89 557 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 670 | 668 | 2 698 | 886 | 43 549 | 45 078 | 56 156 | 54 134 |
| - capital | 1 | 5 | 5 | 5 | 1 972 | 2 021 | 2 362 | 3 040 |
| - programme | 13 839 | 15 593 | 19 259 | 19 640 | 8 756 | 2 962 | 6 709 | 16 338 |
| Total, Recherche | 14 510 | 16 266 | 21 962 | 20 531 | 54 278 | 50 062 | 65 227 | 73 512 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 3 007 | 3 222 | 4 172 | - | 121 626 | 126 966 | 151 312 | 134 552 |
| - capital | - | - | - | - | 3 778 | 4 939 | 7 134 | 8 089 |
| - programme | 3 168 | 2 474 | 5 083 | 3 110 | 8 559 | 12 037 | 13 551 | 13 957 |
| Total, Inspection | 6 175 | 5 695 | 9 255 | 3 110 | 133 964 | 143 942 | 171 996 | 156 597 |

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011 (suite)

| | PROVINCIAL | | | | FÉDÉRAL | | | |
|------------------------------|------------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| | | | | | | | | |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 7 730 | 8 995 | 6 160 | 6 455 | 54 770 | 51 022 | 58 283 | 56 185 |
| - capital | 1 666 | 1 167 | 350 | 350 | 2 480 | 2 542 | 2 452 | 3 155 |
| - programme | 36 969 | 19 504 | 30 301 | 12 463 | 19 517 | 3 227 | 4 423 | 16 957 |
| Total, Recherche | 46 365 | 29 666 | 36 811 | 19 268 | 76 768 | 56 792 | 65 158 | 76 297 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 51 388 | 49 449 | 44 806 | 36 339 | 146 180 | 136 230 | 152 596 | 139 649 |
| - capital | 798 | 739 | 380 | 380 | 4 752 | 5 522 | 7 404 | 8 395 |
| - programme | (5 055) | (3 878) | - | - | 21 059 | 9 339 | 14 964 | 15 718 |
| Total, Inspection | 47 131 | 46 310 | 45 186 | 36 719 | 171 991 | 151 092 | 174 964 | 163 763 |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| Dépenses de recherche | | | | | | | | |
| - fonctionnement | - | 3 | - | - | 17 382 | 15 333 | 16 151 | 15 568 |
| - capital | - | - | - | - | 787 | 807 | 679 | 874 |
| - programme | 76 | 395 | 1 005 | 19 | 142 | 830 | 1 466 | 4 699 |
| Total, Recherche | 76 | 398 | 1 005 | 19 | 18 312 | 16 970 | 18 296 | 21 141 |
| Dépenses d'inspection | | | | | | | | |
| - fonctionnement | 5 166 | 5 674 | 5 933 | 5 376 | 43 899 | 37 971 | 39 738 | 38 696 |
| - capital | 8 041 | 2 703 | 31 | 448 | 1 508 | 1 648 | 2 052 | 2 326 |
| - programme | 4 490 | 2 175 | 368 | (148) | 12 156 | 15 592 | 6 649 | 3 989 |
| Total, Inspection | 17 696 | 10 552 | 6 333 | 5 676 | 57 563 | 55 211 | 48 439 | 45 011 |

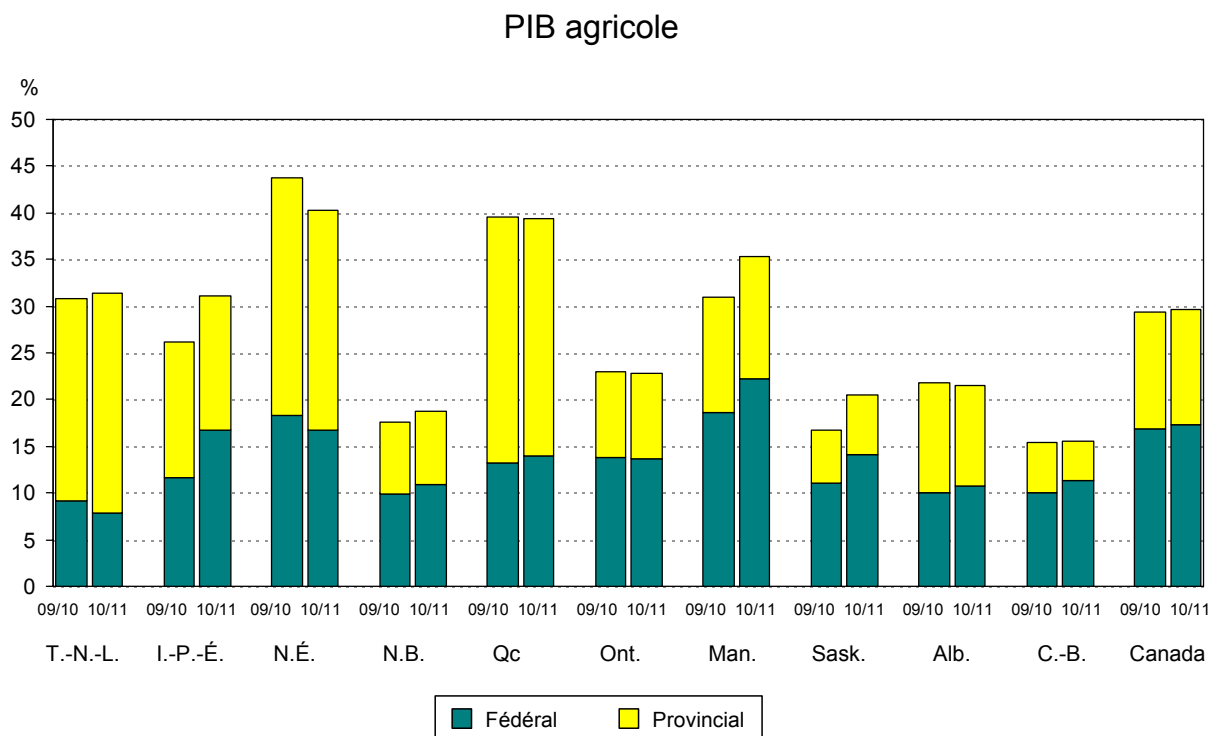
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011

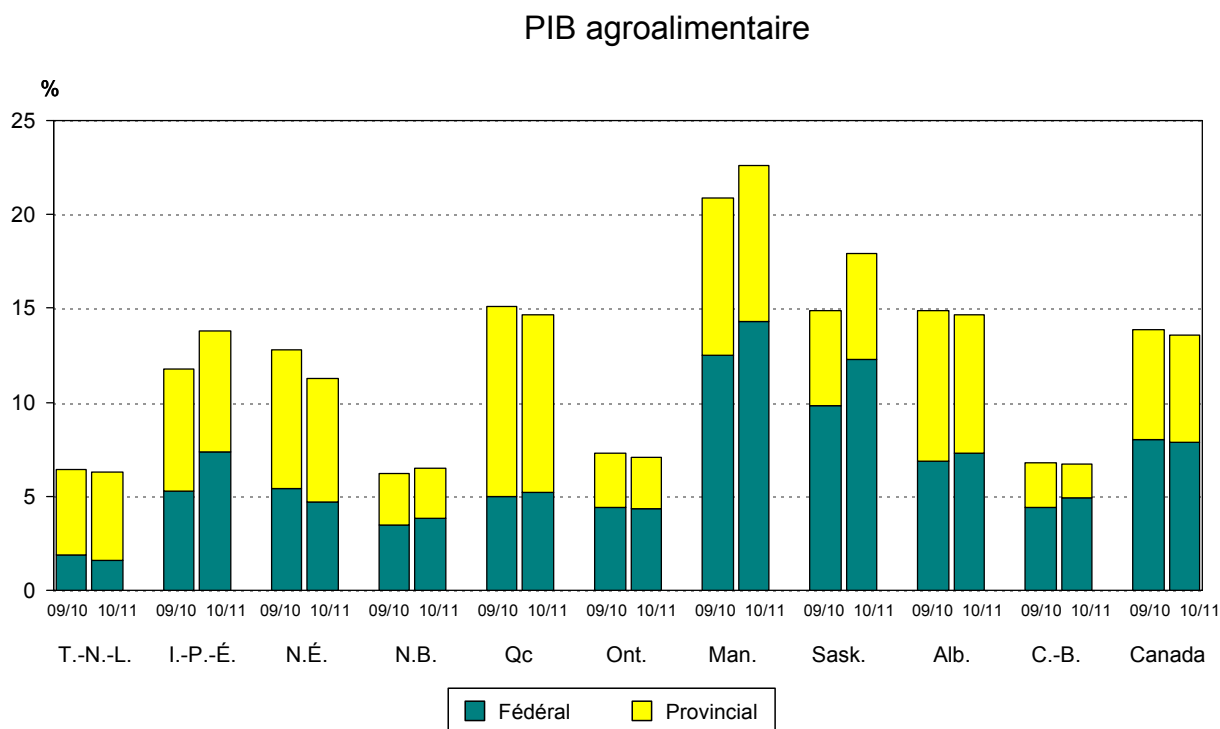
| | Agricole | | | | Agroalimentaire | | | |
|---------------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|-----------------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 86,8 | 102,1 | 105,8 | 107,0 | 460,4 | 518,9 | 505,8 | 530,5 |
| Fédéral (%) | 14,5 | 9,7 | 9,1 | 7,9 | 2,7 | 1,9 | 1,9 | 1,6 |
| Provincial (%) | 20,9 | 17,0 | 21,7 | 23,5 | 3,9 | 3,3 | 4,5 | 4,7 |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 238,2 | 221,7 | 219,2 | 222,2 | 503,0 | 479,5 | 486,8 | 502,7 |
| Fédéral (%) | 15,8 | 19,4 | 11,7 | 16,7 | 7,5 | 9,0 | 5,3 | 7,4 |
| Provincial (%) | 18,1 | 15,1 | 14,4 | 14,4 | 8,6 | 7,0 | 6,5 | 6,4 |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 277,4 | 259,7 | 242,5 | 233,6 | 829,7 | 845,6 | 829,0 | 837,7 |
| Fédéral (%) | 14,1 | 11,3 | 18,3 | 16,7 | 4,7 | 3,5 | 5,4 | 4,7 |
| Provincial (%) | 23,8 | 21,9 | 25,4 | 23,5 | 8,0 | 6,7 | 7,4 | 6,6 |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 378,2 | 370,0 | 366,6 | 380,0 | 1 039,3 | 1 043,6 | 1 042,8 | 1 099,7 |
| Fédéral (%) | 14,2 | 8,9 | 9,9 | 10,9 | 5,2 | 3,2 | 3,5 | 3,8 |
| Provincial (%) | 8,1 | 8,9 | 7,7 | 7,8 | 2,9 | 3,2 | 2,7 | 2,7 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 3 781,6 | 3 774,7 | 3 799,6 | 3 847,0 | 9 723,4 | 9 917,6 | 9 944,9 | 10 252,4 |
| Fédéral (%) | 17,2 | 9,0 | 13,2 | 14,0 | 6,7 | 3,4 | 5,0 | 5,2 |
| Provincial (%) | 24,1 | 27,4 | 26,4 | 25,4 | 9,4 | 10,4 | 10,1 | 9,5 |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 5 084,5 | 5 270,7 | 5 161,9 | 5 206,2 | 15 735,4 | 16 129,0 | 16 322,1 | 16 793,2 |
| Fédéral (%) | 17,8 | 16,7 | 13,8 | 13,7 | 5,7 | 5,4 | 4,4 | 4,3 |
| Provincial (%) | 14,1 | 8,6 | 9,1 | 9,1 | 4,6 | 2,8 | 2,9 | 2,8 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 2 153,1 | 2 322,7 | 2 180,7 | 2 031,6 | 3 176,4 | 3 372,9 | 3 239,9 | 3 166,8 |
| Fédéral (%) | 25,7 | 13,4 | 18,6 | 22,3 | 17,4 | 9,3 | 12,5 | 14,3 |
| Provincial (%) | 13,5 | 11,8 | 12,4 | 13,0 | 9,1 | 8,2 | 8,4 | 8,3 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 5 465,7 | 7 079,0 | 6 563,5 | 5 868,1 | 6 190,4 | 7 867,5 | 7 366,1 | 6 715,1 |
| Fédéral (%) | 15,8 | 9,1 | 11,0 | 14,1 | 14,0 | 8,2 | 9,8 | 12,3 |
| Provincial (%) | 6,1 | 6,2 | 5,7 | 6,4 | 5,4 | 5,6 | 5,1 | 5,6 |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 7 048,4 | 7 875,8 | 6 482,4 | 6 928,2 | 9 887,1 | 10 937,2 | 9 507,2 | 10 171,4 |
| Fédéral (%) | 10,7 | 9,3 | 10,1 | 10,7 | 7,6 | 6,7 | 6,9 | 7,3 |
| Provincial (%) | 9,1 | 13,5 | 11,7 | 10,8 | 6,5 | 9,7 | 8,0 | 7,4 |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| PIB provincial (millions de \$) | 1 494,1 | 1 497,5 | 1 441,0 | 1 466,4 | 3 244,2 | 3 339,2 | 3 268,7 | 3 401,6 |
| Fédéral (%) | 14,4 | 10,0 | 10,0 | 11,3 | 6,7 | 4,5 | 4,4 | 4,9 |
| Provincial (%) | 6,8 | 5,5 | 5,4 | 4,2 | 3,1 | 2,4 | 2,4 | 1,8 |
| CANADA | | | | | | | | |
| PIB fédéral (millions de \$) | 24 776,7 | 26 458,5 | 24 791,1 | 24 484,5 | 51 167,3 | 54 076,7 | 52 500,6 | 53 556,1 |
| Fédéral (%) | 18,2 | 14,3 | 16,9 | 17,3 | 8,8 | 7,0 | 8,0 | 7,9 |
| Provincial (%) | 12,7 | 13,2 | 12,5 | 12,4 | 6,2 | 6,5 | 5,9 | 5,7 |

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, 2009-2010 et 2010-2011



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2007-2008 à 2010-2011

| | PIB Total | | | | Dépenses totales | | | |
|--------------------------------------|-----------|-----------|---------------------------|--------------------------|------------------|-----------|---------------------------|--------------------------|
| | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 Préliminaire | 2010-2011 Estimations |
| TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 27 975 | 28 707 | 25 506 | 27 536 | 5 383 | 5 847 | 5 477 | 5 774 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 1,65 | 1,81 | 1,98 | 1,93 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,34 | 0,30 | 0,42 | 0,43 |
| ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 4 071 | 4 205 | 4 261 | 4 466 | 1 307 | 1 410 | 1 474 | 1 475 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 12,36 | 11,40 | 11,42 | 11,26 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 3,30 | 2,37 | 2,14 | 2,17 |
| NOUVELLE-ÉCOSSE | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 30 234 | 31 088 | 30 801 | 31 853 | 7 101 | 7 569 | 7 943 | 8 022 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 2,74 | 2,72 | 2,69 | 2,63 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,93 | 0,75 | 0,78 | 0,69 |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 24 602 | 25 045 | 24 099 | 25 761 | 6 868 | 7 305 | 7 872 | 7 996 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 4,22 | 4,17 | 4,33 | 4,27 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,44 | 0,45 | 0,36 | 0,37 |
| QUÉBEC | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 280 954 | 287 739 | 286 978 | 299 354 | 61 638 | 63 855 | 66 093 | 66 923 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 3,46 | 3,45 | 3,47 | 3,42 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 1,48 | 1,62 | 1,52 | 1,46 |
| ONTARIO | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 547 065 | 538 229 | 537 643 | 568 212 | 96 522 | 103 342 | 115 055 | 125 857 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 2,88 | 3,00 | 3,04 | 2,96 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,75 | 0,44 | 0,41 | 0,37 |
| MANITOBA | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 45 525 | 47 215 | 46 238 | 48 831 | 9 393 | 10 015 | 10 287 | 10 820 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 6,98 | 7,14 | 7,01 | 6,49 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 3,09 | 2,75 | 2,63 | 2,44 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 50 706 | 59 473 | 53 844 | 56 216 | 9 858 | 11 306 | 12 486 | 10 124 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 12,21 | 13,23 | 13,68 | 11,95 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 3,36 | 3,88 | 2,99 | 3,69 |
| ALBERTA | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 255 255 | 279 569 | 262 307 | 285 979 | 33 432 | 36 657 | 36 375 | 38 712 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 3,87 | 3,91 | 3,62 | 3,56 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 1,92 | 2,91 | 2,08 | 1,93 |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 176 248 | 180 020 | 173 108 | 184 665 | 30 291 | 31 366 | 31 724 | 33 782 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 1,84 | 1,85 | 1,89 | 1,84 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 0,33 | 0,26 | 0,25 | 0,18 |
| TOTAL - PROVINCIAL | | | | | | | | |
| Total provincial (millions de \$) | 1 442 633 | 1 481 291 | 1 444 785 | 1 532 874 | 261 793 | 278 671 | 294 786 | 309 485 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 3,52 | 3,68 | 3,63 | 3,49 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 1,20 | 1,25 | 1,05 | 0,98 |
| CANADA - FÉDÉRAL | | | | | | | | |
| Total fédéral (millions de \$) | 1 450 763 | 1 490 224 | 1 453 329 | 1 542 279 | 210 311 | 221 467 | 274 198 | 261 586 |
| PIB agroalim. en % du PIB total | 3,53 | 3,63 | 3,61 | 3,47 | | | | |
| Dép. agroalim. en % des dép. totales | | | | | 2,15 | 1,71 | 1,53 | 1,62 |

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourniture et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits

provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites «à l'étranger». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses «à l'étranger» comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui font partie des estimations des DP. De la même

façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances. Ces chiffres incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont

estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.

- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;
 - à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses liées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.

- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions

visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'œuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires

des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.

- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs

affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB "agricole" comprennent toutes les industries agricoles primaires et de services connexes. Le PIB "agroalimentaire" est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2007-2009

| | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|--|--------------------|--------|----------------------|
| | - millions de \$ - | | |
| Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation) | 37 021 | 42 109 | 40 279 |
| dont part de produits SPM ¹ (%) | 76 | 77 | 76 |
| Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation) | 27 910 | 28 231 | 27 270 |
| Estimation du soutien aux producteurs (ESP) | 7 696 | 5 839 | 8 896 |
| Soutien des prix du marché | 3 759 | 2 996 | 5 137 |
| Paielements au titre de la production | 0 | 2 | 0 |
| Paielements au titre de l'utilisation d'intrants | 650 | 574 | 564 |
| Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants, production requise | 1 680 | 1 392 | 2 587 |
| Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 518 | 136 | 17 |
| Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 1 066 | 708 | 217 |
| Paielements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 285 |
| Paielements divers | 23 | 31 | 89 |
| ESP en pourcentage | 19 | 13 | 20 |
| Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) | 1,11 | 1,08 | 1,15 |
| Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) | 1,23 | 1,15 | 1,25 |
| Estimation du soutien aux services d'intérêt général | 2 924 | 2 846 | 2 604 |
| Recherche et développement | 517 | 388 | 471 |
| Établissements d'enseignement agricole | 320 | 270 | 247 |
| Services d'inspection | 963 | 875 | 848 |
| Infrastructures | 484 | 514 | 393 |
| Commercialisation et promotion | 639 | 799 | 645 |
| Stockage public | 0 | 0 | 0 |
| Divers | 0 | 0 | 0 |
| Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) | -4 265 | -3 334 | -5 803 |
| Transferts des consommateurs aux producteurs | -3 748 | -2 982 | -5 120 |
| Autres transferts des consommateurs | -517 | -352 | -683 |
| Transferts des contribuables aux consommateurs | 0 | 0 | 0 |
| Surcoût de l'alimentation animale | 0 | 0 | 0 |
| ESC en pourcentage | -15 | -12 | -21 |
| Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) | 1,18 | 1,13 | 1,27 |
| Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) | 1,18 | 1,13 | 1,27 |
| Estimation du soutien total (EST) | 10 619 | 8 685 | 11 500 |
| Transferts des consommateurs | 4 265 | 3 334 | 5 803 |
| Transferts des contribuables | 6 871 | 5 703 | 6 380 |
| Recettes budgétaires | -517 | -352 | -683 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009

| | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------|--|------|----------------------|
| | ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes) | | |
| Australie | 5 | 4 | 3 |
| Canada | 19 | 13 | 20 |
| Union européenne ¹ | 24 | 22 | 24 |
| Japon | 46 | 48 | 48 |
| Mexique | 13 | 12 | 13 |
| Nouvelle-Zélande | 1 | 1 | 0 |
| États-Unis | 10 | 8 | 10 |
| OCDE | 22 | 21 | 22 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

| | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------|---------------------------------|---------|----------------------|
| | ESP Total (millions de \$US) | | |
| Australie | 1 802 | 1 550 | 927 |
| Canada | 7 163 | 5 469 | 7 794 |
| Union européenne ¹ | 128 256 | 135 668 | 120 840 |
| Japon | 35 995 | 41 790 | 46 492 |
| Mexique | 6 119 | 6 320 | 5 821 |
| Nouvelle-Zélande | 97 | 69 | 34 |
| États-Unis | 33 203 | 27 043 | 30 598 |
| OCDE | 255 720 | 262 049 | 252 522 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009

| | | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------------|---|---------------------------------|------|----------------------|
| | | (en pourcentage de l'ESP total) | | |
| Australie | Soutien au titre de la production des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 52 | 46 | 51 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise | 2 | 6 | 9 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 45 | 46 | 37 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 1 | 1 | 2 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Canada | Soutien au titre de la production des produits de base | 49 | 51 | 58 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 8 | 10 | 6 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 22 | 24 | 29 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 7 | 2 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 14 | 12 | 2 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 3 |
| | Paiements divers | 0 | 1 | 1 |
| Union européenne² | Soutien au titre de la production des produits de base | 35 | 29 | 25 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 13 | 14 | 14 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 16 | 18 | 19 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 34 | 36 | 40 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 2 | 3 | 2 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Japon | Soutien au titre de la production des produits de base | 89 | 89 | 88 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 4 | 4 | 3 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 0 | 1 | 2 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 6 | 6 | 7 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Mexique | Soutien au titre de la production des produits de base | 33 | 23 | 35 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 42 | 53 | 43 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 1 | 2 | 1 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 6 | 5 | 5 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 18 | 17 | 16 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |
| Nouvelle-Zélande | Soutien au titre de la production des produits de base | 78 | 68 | 42 |
| | Paiements au titre de l'utilisation d'intrants | 22 | 31 | 55 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 0 | 1 | 1 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements selon des critères non liés à des produits de base | 0 | 0 | 0 |
| | Paiements divers | 0 | 0 | 0 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 (suite)

| | | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------|--|---------------------------------|------|----------------------|
| | | (en pourcentage de l'ESP total) | | |
| États-Unis | Soutien au titre de la production des produits de base | 40 | 7 | 18 |
| | Paielements au titre de l'utilisation d'intrants | 27 | 34 | 30 |
| | Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 8 | 24 | 20 |
| | Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 0 | 0 | 0 |
| | Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 17 | 26 | 23 |
| | Paielements selon des critères non liés à des produits de base | 7 | 9 | 8 |
| | Paielements divers | 0 | 0 | 0 |
| OCDE | Soutien au titre de la production des produits de base | 52 | 46 | 48 |
| | Paielements au titre de l'utilisation d'intrants | 13 | 13 | 13 |
| | Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise | 11 | 13 | 13 |
| | Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise | 1 | 1 | 0 |
| | Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative | 22 | 24 | 23 |
| | Paielements selon des critères non liés à des produits de base | 2 | 3 | 2 |
| | Paielements divers | 0 | 0 | 0 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2007 à 2009

| | Blé | | | Maïs | | | Autres céréales | | | Canola/colza | | | Soya | | |
|-------------------------------|------|------|-------|------|------|-------|-----------------|------|-------|--------------|------|-------|------|------|-------|
| | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p |
| Australie | 0 | 0 | 0 | n.c. | n.c. | n.c. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Canada | 0,9 | 1,1 | 5,3 | 7,7 | 3,5 | 5 | 2,5 | 2,5 | 10 | 1,1 | 0,4 | 3 | 4,7 | 3,3 | 2,4 |
| Union européenne ² | 3,3 | 0,5 | 0,8 | 23,1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6,5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3,6 | 2,1 |
| Japon | 43,3 | 42,6 | 42 | n.c. | n.c. | n.c. | 71,8 | 36,4 | 38,6 | 66,6 | n.c. | n.c. | 14,8 | 13,3 | 15,3 |
| Mexique | 9,4 | 8,8 | 13,9 | 2,4 | 5 | 5,4 | 5,5 | 7,3 | 8,5 | n.c. | n.c. | n.c. | 12,6 | 6,6 | 9 |
| Nouvelle-Zélande | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | n.c. | n.c. | n.c. | n.c. | n.c. | n.c. |
| États-Unis | 3,6 | 0,2 | 14,4 | -0,5 | 2,8 | -0,5 | 0,6 | 3 | 3,9 | n.c. | n.c. | n.c. | 0,6 | 5,6 | -0,8 |
| OCDE | 6 | 4 | 8 | 4 | 3 | 1 | 1 | 3 | 11 | 1 | 0 | 1 | 2 | 6 | 0 |

| | Viande bovine | | | Viande porcine | | | Lait | | | Volaille | | | Oeufs | | |
|------------------|---------------|------|-------|----------------|------|-------|------|------|-------|----------|------|-------|-------|------|-------|
| | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p | 2007 | 2008 | 2009p |
| Australie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Canada | 2,7 | 3,8 | 3,2 | -0,7 | 4,5 | 7,5 | 47,4 | 32,9 | 60,4 | 14,4 | 21 | 18,8 | 1,2 | -1,1 | 18,6 |
| Union européenne | 44,4 | 31,2 | 33,6 | -1,3 | 8,2 | 3 | 4,7 | 2,1 | 1 | 37 | 34,1 | 38,4 | -0,1 | 1,8 | 1,3 |
| Japon | 28,1 | 29,4 | 28,6 | 63,2 | 70,3 | 74,4 | 45,6 | 41,2 | 48,6 | 10,4 | 10,3 | 10,4 | 14,7 | 14,6 | 14,6 |
| Mexique | 10,8 | 9,4 | 9,5 | 2,2 | 9 | 6,9 | 0 | 0,4 | 17,9 | 14,5 | 9,2 | 12,4 | 0 | 0 | 0 |
| Nouvelle-Zélande | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17,7 | 13,3 | 5 | 15,9 | 2,6 | 0 |
| États-Unis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24,8 | 0 | 14,3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OCDE | 19 | 15 | 16 | 8 | 13 | 11 | 15 | 9 | 16 | 14 | 14 | 15 | 3 | 5 | 5 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

p: Préliminaire

n.c. non calculé

¹ Pourcentage des recettes agricoles brutes du produit.² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.**Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009**

| | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------|-------------------------|--------|----------------------|
| | ESSG (millions de \$US) | | |
| Australie | 1 012 | 728 | 642 |
| Canada | 2 721 | 2 666 | 2 282 |
| Union européenne ² | 16 138 | 19 936 | 16 269 |
| Japon | 9 992 | 10 956 | 10 350 |
| Mexique | 982 | 934 | 763 |
| Nouvelle-Zélande | 217 | 222 | 191 |
| États-Unis | 41 659 | 46 045 | 59 984 |
| OCDE | 77 337 | 85 807 | 95 270 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009

| | | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------------|--|----------------------------------|------|----------------------|
| | | (en pourcentage de l'ESSG total) | | |
| Australie | Recherche et développement | 52 | 67 | 75 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 0 | 1 | 1 |
| | Services d'inspection | 7 | 11 | 11 |
| | Infrastructures | 40 | 20 | 11 |
| | Commercialisation et promotion | 1 | 1 | 1 |
| | Stockage public | 0 | 0 | 0 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| Canada | Recherche et développement | 18 | 14 | 18 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 11 | 9 | 9 |
| | Services d'inspection | 33 | 31 | 33 |
| | Infrastructures | 17 | 18 | 15 |
| | Commercialisation et promotion | 22 | 28 | 25 |
| | Stockage public | 0 | 0 | 0 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| Union européenne² | Recherche et développement | 17 | 15 | 18 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 9 | 7 | 8 |
| | Services d'inspection | 5 | 5 | 6 |
| | Infrastructures | 41 | 42 | 34 |
| | Commercialisation et promotion | 25 | 29 | 32 |
| | Stockage public | 2 | 1 | 2 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| Japon | Recherche et développement | 8 | 8 | 9 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 4 | 4 | 4 |
| | Services d'inspection | 1 | 1 | 1 |
| | Infrastructures | 84 | 82 | 81 |
| | Commercialisation et promotion | 0 | 1 | 1 |
| | Stockage public | 2 | 2 | 2 |
| | Divers | 2 | 2 | 2 |
| Mexique | Recherche et développement | 18 | 13 | 15 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 27 | 30 | 31 |
| | Services d'inspection | 26 | 22 | 12 |
| | Infrastructures | 13 | 23 | 33 |
| | Commercialisation et promotion | 17 | 12 | 8 |
| | Stockage public | 0 | 0 | 0 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |
| Nouvelle-Zélande | Recherche et développement | 31 | 28 | 23 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 8 | 8 | 8 |
| | Services d'inspection | 35 | 36 | 39 |
| | Infrastructures | 26 | 28 | 29 |
| | Commercialisation et promotion | 0 | 0 | 0 |
| | Stockage public | 0 | 0 | 0 |
| | Divers | 0 | 0 | 0 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009 (suite)

| | | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------|--|----------------------------------|------|----------------------|
| | | (en pourcentage de l'ESSG total) | | |
| États-Unis | Recherche et développement | 6 | 5 | 4 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 0 | 0 | 0 |
| | Services d'inspection | 2 | 2 | 2 |
| | Infrastructures | 10 | 13 | 10 |
| | Commercialisation et promotion | 77 | 75 | 81 |
| | Stockage public | 0 | 0 | 0 |
| | Divers | 5 | 5 | 4 |
| OCDE | Recherche et développement | 10 | 10 | 8 |
| | Établissements d'enseignement agricole | 3 | 3 | 3 |
| | Services d'inspection | 4 | 4 | 3 |
| | Infrastructures | 29 | 30 | 23 |
| | Commercialisation et promotion | 48 | 49 | 59 |
| | Stockage public | 2 | 1 | 1 |
| | Divers | 3 | 3 | 3 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.**Tableau D.7 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009**

| | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------|---|------|----------------------|
| | part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%) | | |
| Australie | 39 | 35 | 47 |
| Canada | 28 | 33 | 23 |
| Union européenne ² | 11 | 13 | 12 |
| Japon | 22 | 21 | 18 |
| Mexique | 13 | 12 | 11 |
| Nouvelle-Zélande | 69 | 76 | 85 |
| États-Unis | 43 | 41 | 46 |
| OCDE | 21 | 23 | 25 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Tableau D.8 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009

| | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------|-------------------------------------|------|----------------------|
| | ESC en pourcentage (%) ¹ | | |
| Australie | -1 | -1 | -1 |
| Canada | -15 | -12 | -21 |
| Union européenne ² | -10 | -8 | -7 |
| Japon | -40 | -42 | -42 |
| Mexique | -4 | -2 | -4 |
| Nouvelle-Zélande | -3 | -2 | -1 |
| États-Unis | 5 | 11 | 14 |
| OCDE | -15 | -12 | -10 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.

² UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Tableau D.9 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2007-2009

| | 2007 | 2008 | 2009 Préliminaire |
|-------------------------------|-------------------------------|------|----------------------|
| | EST en pourcentage du PIB (%) | | |
| Australie | 0,29 | 0,21 | 0,15 |
| Canada | 0,69 | 0,54 | 0,75 |
| Union européenne ¹ | 0,87 | 0,86 | 0,84 |
| Japon | 1,05 | 1,07 | 1,11 |
| Mexique | 0,75 | 0,72 | 0,79 |
| Nouvelle-Zélande | 0,24 | 0,23 | 0,20 |
| États-Unis | 0,72 | 0,71 | 0,87 |
| OCDE | 0,87 | 0,86 | 0,93 |

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2010.

¹ UE27 pour 2007, 2008 et 2009.

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts. L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques identifient :

- Le fondement sur lequel repose le soutien: la production, les intrants, la superficie cultivée/ nombre d'animaux/recettes/revenu, critères non liés à des produits de base;
- Soutien fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- Production requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché

intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paielements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paielements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- Utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables.
- Formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol.
- Services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur :

- le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.
- la production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- d'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses

de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de produits produits localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitations) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux

consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : partie du soutien total à l'agriculture du produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien à leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - c.-à-d. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (p. ex. une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telle situation, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques. Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 p. 100 de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 p. 100 des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2,50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 p. 100 de l'ESC signifie que 60 p. 100 des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2,50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.

Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information rapportée sous l'ESSG pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir les programmes et politiques présentement rapportées sous l'ESSG et d'examiner s'ils sont classifiés correctement. Cette étude cherchera aussi à identifier toutes lacunes importantes au niveau de l'information rapportée sous l'ESSG. Basée sur cette récente étude, on s'attend à ce l'OCDE développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'ESSG.